



Université Abderrahmane Mira-Bejaia
Faculté des Sciences Économiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

Département des Sciences économiques

Polycopié pédagogique

Dossier numéro (à remplir par l'administration) :

Titre

Histoire de la pensée économique

Cours destiné aux étudiants de

Licence (spécialité et niveau) : Deuxième année

Année : 2021/2022

Introduction générale

Enseigner l'histoire de la pensée économique, c'est restituer les idées économiques, de manière chronologique, dans leur contexte, comprendre la logique du développement de la discipline, de ses prémices jusqu'à son état actuel, souligner la permanence des débats fondamentaux, et identifier les oppositions irréductibles qui nourrissent le débat économique. Globalement, l'histoire de ces débats est ponctuée par quatre « révolutions » : (1) La « révolution classique » (1776-1817) représente pour la première fois l'économie comme un système dans lequel s'articulent les échanges marchands et l'organisation de la production, elle élabore aussi les principes de la doctrine libérale. (2) La « révolution marxiste » (1818-1883) est considérée comme révolution dans la mesure où Marx apparaît comme le premier économiste ayant analysé les crises économiques comme s'intégrant à la logique de fonctionnement des économies capitalistes. L'approche de Marx est révolutionnaire car il ne sépare pas les différents aspects du réel dans son analyse ; il intègre les approches sociologiques, historiques et économiques. (3) La « révolution marginaliste » (1874-1890) propose une analyse de l'économie basée sur le comportement des agents économiques ; ils sont les fondateurs de la microéconomie. Les néoclassiques utilisent une méthode de raisonnement appelée le *marginalisme*. L'idée est que les agents économiques rationnels ne raisonnent pas sur des quantités globales, mais sur les quantités additionnelles. (4) La « révolution keynésienne » (1936) établit l'incapacité d'une économie de marché à atteindre le niveau de production globale permis par la main-d'œuvre disponible et justifie ainsi l'abandon d'un laisser-faire général au profit d'une intervention de l'État. Au-delà de ces quatre révolutions, la pensée économique a été marquée par plusieurs écoles qui ont nourri le débat sur l'enrichissement des nations, le commerce international, le marché du travail, le rôle de l'Etat et celui du marché dans l'allocation des ressources rares à des besoins illimités.

Il est primordial pour les étudiants en Sciences économiques de distinguer *l'Histoire de la Pensée Economique* de *l'Histoire des Faits Economiques*. Un fait économique renvoie à une réalité objective qui ne peut pas être niée (par exemple : la crise des *subprimes*, la révolution industrielle, le choc pétrolier, etc.). Par ailleurs, une pensée économique est formulée par un chercheur en économie et il s'agit d'un ensemble d'idées qui donnent naissance à des théories et des lois que d'autres économistes peuvent reformuler ou rejeter (par exemple : la pensée classique, la pensée marxiste, la pensée keynésienne, etc.). L'étudiant doit aussi savoir que l'histoire de la pensée économique est plus vaste que l'histoire des théories car, précisément, dans une histoire de la pensée

économique, on essaie de faire le lien entre les théories et les fondements idéologiques des théoriciens. On veut aussi comprendre l'interdépendance de l'économie et des autres sphères de la société. Ainsi, faire de l'Histoire de la Pensée Economique signifie que l'on donne à l'économie une dimension plus vaste que l'enseignement de théories économiques. Nous aimerions clarifier dans ce polycopie, destiné aux étudiants en Sciences économiques, que la pensée économique n'est pas l'œuvre de quelques hommes, mais elle est la résultante de longs débats depuis l'antiquité jusqu'à nos jours.

Étudier l'Histoire de la Pensée Économique, c'est permettre à l'étudiant de prendre connaissance du cheminement de cette science, l'accent étant mis moins sur les auteurs et leurs ouvrages que sur les courants de pensée et leur enchaînement dans le temps et dans l'espace. Cependant, ce cours n'est évidemment pas exhaustif car il ne couvre ni l'ensemble des théories ni l'entièreté du domaine économique. Pour remplir l'objectif du module HPE, le cours est composé de Neuf chapitres distincts et pour chacun des chapitres nous ferons un effort de synthèse pour transmettre les idées clés développées par les théoriciens de chaque école. Le cours est également complété par des travaux dirigés (TD) où des thèmes d'exposés, en lien avec chaque chapitre, sont proposés aux étudiants. Le premier chapitre (1) est consacré à la définition de la science économique, à clarifier son statut aux côtés des autres disciplines et définir son objet. Le deuxième chapitre (2) aborde la pensée économique de l'antiquité (Platon et Aristote) jusqu'au moyen-âge (Saint Thomas d'Aquin et Saint Augustin). Le troisième chapitre (3) reprend les éléments fondateurs de la doctrine mercantiliste. Le quatrième chapitre (4) aborde l'école physiocratique dont le chef de file est le médecin François Quesnay qui est considéré comme l'un des précurseurs de la pensée en économie. Le cinquième chapitre (5) est consacré à l'école classique qui constitue véritablement l'école fondatrice de l'économie politique moderne depuis l'œuvre de Smith en 1776. Le sixième chapitre (6) reprend la pensée de Marx sur les questions économiques en examinant les travaux de Smith et de Ricardo (notamment sur la théorie de la valeur) et en plaçant la lutte des classes au centre du débat. Le septième chapitre (7) traite de la révolution marginaliste. Le huitième chapitre (8) traite de la révolution keynésienne. Enfin, le neuvième chapitre (9) aborde le monétarisme.

Chapitre 01 : Statut et objet de la science économique

Introduction

La science est une activité intellectuelle ayant pour champ d'application la nature ou la société, en vue de connaître leurs mécanismes de fonctionnement : ce qui permet de constater des relations de cause à effet; lorsque ces relations de cause à effet se manifestent régulièrement dans des conditions identiques, on formule des lois, c'est-à-dire « *des rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses* »¹. Ces lois de fonctionnement sont inscrites dans la nature et dans la société et s'imposent aux hommes. Elles doivent par conséquent être distinguées des « lois-commandements » qui sont faites par les hommes (les juristes, les législateurs, etc.). Force est de rappeler que, historiquement, la technique est antérieure à la science. Mais aujourd'hui, la science et la technique entretiennent des liens très étroits : les connaissances dégagées par la science trouvent de plus en plus leur application matérielle dans la technique; au point qu'on tend parfois à les confondre et à présenter la technique comme une science appliquée. Cependant, un souci épistémologique élémentaire exige de les distinguer, en admettant que science et technique s'opposent comme le savoir au pouvoir, la théorie à la pratique, et la connaissance à l'action. Le travail intellectuel consiste à expliquer les phénomènes de toute nature et son objet ne doit pas se confondre avec le reste des activités de l'homme ; « *L'économiste, pas plus que le physicien ou le mathématicien ne sert ni une politique, ni un gouvernement ni une idéologie ni une quelconque puissance ; il ne cherche ni à plaire ni à déplaire ni à provoquer mais seulement à comprendre* »². Selon leur champ d'application, les sciences peuvent être classées en « sciences de la nature » (physique, chimie, biologie, mathématique, etc.) et « sciences de la société » ou « sciences sociales » (philosophie, histoire, sociologie, économie politique, etc.). Par ailleurs, notre souci n'est pas d'approfondir cette distinction ou parler de toutes les sciences ; il consiste à fournir des éléments indispensables à la compréhension des Sciences économiques par les étudiants ou tout autre praticien de cette discipline. Pour mieux expliquer c'est quoi l'économie politique ou l'économie tout court, nous proposons de développer quatre sections dans ce chapitre. La première section consiste à définir le concept de la science économique. La deuxième section consiste à révéler l'objet de cette discipline. Dans la troisième section, nous allons

¹Montesquieu, « De l'esprit des lois. Nouveaux classiques » Larousse Paris, 1971, page 51.

²KHELADI M., « Introduction à l'économie politique ». Office des publications universitaires, Alger, 2004, page 46.

évoquer de manière succincte la méthode utilisée en sciences économiques. Enfin, dans la quatrième section, nous allons parler de l'histoire de la pensée économique (HPE).

1. Définition de la science économique

Le terme « économie » vient du grec *oikos* signifiant « la maison » et *monoi* signifiant « la norme », la règle¹. Etymologiquement, l'économie est l'art de bien administrer une maison, de gérer les biens d'une personne, puis par extension, d'un pays. Plus généralement, l'économie est une science sociale qui étudie la production, la répartition, la distribution et la consommation des richesses d'une société. Le principe général qui sous-tend l'économie, en particulier pour les ressources limitées ou rares, est celui de la rentabilité. Elle consiste à consommer un minimum de moyens en vue de réaliser un maximum de profits. Selon Paul Anthony Samuelson : « *L'économie recherche comment les hommes et la société décident, en faisant ou non usage de la monnaie, d'affecter des ressources rares à la production, à travers le temps, de marchandises et services variés et de répartir ceux-ci, à des fins de consommation présente ou future, entre les différents individus et collectivités constituant la société* »². Le concept d'« économie politique » a été largement utilisé par les grands économistes (Marx, Smith, Mill, etc.) et correspond à ce qui devient aujourd'hui les sciences économiques. Pour Adam Smith, l'économie politique est considérée comme une branche des connaissances du législateur et de l'homme d'Etat³. Ce concept est employé pour décrire l'étude de la production économique, l'offre et la demande de biens et services et leurs relations avec les lois, coutumes et le gouvernement, et s'intéresse aussi à la distribution des richesses de la nation. Ce terme d'économie politique conduit à deux problématiques liées :

- l'approche économique : comment produire davantage ?
- Et l'approche politique : comment mieux répartir ?

2. Objet de la science économique

La question même de la définition de l'objet de la science économique, du questionnement qui l'identifie comme discipline autonome, a reçu, dans l'histoire de la pensée, des réponses diverses. Identifiée à une science des richesses à la période classique, elle se définira ensuite comme la science des choix individuels en univers de rareté. Au-delà de ces définitions particulières, la question commune qui rassemble les économistes

¹ Vincent Roux « Grands problèmes économiques. Introduction générale à l'économie ». Ellipses Edition Marketing S.A., Paris 2012, page 05.

² Samuelson P-A., « L'économie ». Tome 1. Armand Colin, Paris, 1972, page 22.

³ Vilfredo Pareto, « Manuel d'économie politique ». V. GIARD & E. BRIERE LIBRAIRES EDITEURS, Paris, 1909, page 04.

est celle du processus de formation des grandeurs économiques. À son tour, cette question renvoie à l'interrogation fondamentale, et partagée, sur les conséquences sociales de l'individualisme. Il faut souligner aussi que l'objet de la science économique ne se limite pas à l'analyse d'un ensemble d'activités faisant usage de la monnaie¹. Sans vouloir minimiser l'importance des phénomènes monétaires, la science économique ne concerne pas leur seule étude. Les sociétés primitives ignoraient souvent la monnaie. Qui oserait prétendre qu'il n'y avait pas d'activités économiques dans ces sociétés ?

2.1. L'économie politique comme science de la richesse dans la période classique

La période classique couvre le XIX^e siècle. Elle commence avec Adam Smith (*Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776), se poursuit avec notamment David Ricardo (*Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817) et s'achève, à la fin du siècle, avec Karl Marx qui est, d'une certaine manière, le « dernier des classiques ». Les classiques sont donc des contemporains de la première révolution industrielle, du développement du capitalisme industriel, puis de ses crises dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Pour Smith, l'économie politique se propose deux objets distincts : le premier, de procurer au peuple un revenu ou une subsistance abondante, ou, pour mieux dire, de le mettre en état de se procurer lui-même ce revenu ou cette subsistance abondante ; le second objet est de fournir à l'Etat ou à la communauté un revenu suffisant pour le service public : elle se propose d'enrichir à la fois le peuple et le souverain.² L'interrogation principale des économistes de la période classique concerne ce qu'on appellerait aujourd'hui le processus de croissance économique, c'est-à-dire le processus d'accumulation des richesses : il s'agit de s'interroger sur : 1) les causes de la richesse (ce qui conduit à s'interroger sur le processus de production, le mécanisme de la division du travail et les mécanismes de l'échange) ; 2) sur sa nature (ce qui conduit à s'interroger sur la nature de la monnaie et les concepts de valeur et de prix) ; 3) sur sa répartition (détermination des revenus et mécanismes de la redistribution). En conséquence, ils s'interrogent sur les limites éventuelles que pourrait rencontrer ce processus d'accumulation des richesses, et ce notamment à l'occasion de l'analyse des crises et des cycles.

2.2. L'économie comme science des choix efficaces

À la suite de la révolution marginaliste, **les auteurs néoclassiques** (Alfred Marshall, *Principes d'économie politique*, 1890) vont mettre l'accent sur les effets de la

¹ Jurion B. « L'économie politique », De Boeck Supérieur, 2013, page 06.

² Op.cit.

rareté. Selon eux, c'est l'existence des contraintes de rareté qui crée le problème économique, lequel devient pour l'essentiel un problème de choix : 1) quoi produire et en quelle quantité (à quelle production affecter les ressources productives dès lors que celles-ci ne sont pas illimitées) ? 2) Comment le produire ? (Quelle est la combinaison productive la plus efficace, c'est-à-dire la plus « économe » ?) 3) Pour qui le produire ? (Comment répartir la richesse créée dès lors que celle-ci est limitée ?). Les auteurs contemporains définissent l'économie politique comme étant la science sociale qui étudie les comportements humains devant des moyens rares sollicités par des fins multiples. Les réflexions que suggère cet énoncé se groupent autour de deux thèmes complémentaires : le comportement économique, comme forme générale de toute activité humaine, et le domaine économique, comme champ particulier d'activité¹.

2.2.1. Besoins et moyens

Le fondement de tout raisonnement économique se trouve dans une simple constatation : alors que la *limitation* caractérise la disponibilité des moyens, les besoins humains sont au contraire multiples et *illimités*. Sans doute, l'accession à des niveaux successifs de « richesse » permet-elle de combler certains d'entre eux, mais l'expérience quotidienne apprend que cette satisfaction même s'accompagne de l'apparition de nouveaux besoins, parfois même plus difficiles encore à assouvir. Face à la limitation des moyens, l'insatiabilité des besoins semble la règle. De la confrontation entre ces deux faits surgit le problème de leur compatibilité : si les besoins éprouvés par les hommes dépassent ce que les moyens disponibles leur permettent d'obtenir, il est impossible de les satisfaire tous complètement : il faut choisir. Pour chaque homme, des choix individuels (conscients ou non) doivent répondre à la question : à quels besoins consacrer mes ressources limitées, et dans quelle mesure ? Au plan de la société, ce sont des choix collectifs semblables (formellement exprimés ou spontanément effectués) qui déterminent à qui les biens disponibles sont attribués. De cette nécessité d'« économiser » les moyens découle l'existence d'une science, qui puisse dire comment réaliser la meilleure combinaison des ressources limitées pour réaliser les objectifs désirés.

2.2.2. La rareté

Si les moyens n'étaient pas limités, ou si les besoins n'étaient pas nombreux ou insatiables, il n'y aurait donc pas de problème économique. Ceci restreint, en fait, le domaine des «moyens » qui relèvent de l'économie politique : un objet sans utilité pour

¹ Jacquemin A., Tulkens H., Mercier P., « Fondements d'économie politique », 3^{ème} Edition, ECONOMIQUES, De Boeck Université, 1992, page 03.

l'homme (« dont personne n'a besoin ») ne donne lieu à aucune décision humaine et ne saurait intervenir dans un problème de choix ; de même, un objet en abondance telle que tous les besoins humains correspondants sont comblés jusqu'à la satiété, n'est pas « limité » par rapport à ses besoins ; dès lors, la question de son affectation à tel ou tel usage ne se pose pas. Pour ce type de biens, appelés **biens libres**, le calcul économique et donc l'économiste sont inutiles. En revanche, et à l'opposé, les « **biens économiques** » sont les biens qui sont limités par rapport aux besoins. Ces biens sont appelés biens « **rare**s »¹.

2.3. La formation des grandeurs économiques comme objet de l'économie

Les économistes s'intéressent au processus de formation des grandeurs économiques (richesse, prix, revenus, niveau d'emploi, etc.). Et les relations économiques sont identifiées parmi l'ensemble des relations sociales, comme celles qui ont la particularité de donner naissance à des grandeurs mesurables. Cette définition appelle deux remarques :

- Une remarque méthodologique tout d'abord : dès lors que la science économique va se définir en se donnant comme objet d'étude des grandeurs, elle va naturellement être portée à recourir au calcul (statistique puis mathématique) et à la formalisation, et à emprunter aux sciences exactes, pour son usage propre, des concepts (tel celui d'équilibre) et des méthodes (tel le calcul infinitésimal ou matriciel). Il en résultera l'ambition toujours maintenue, quoique mal partagée, d'un rapprochement avec les sciences « dures » ;
- Une remarque analytique ensuite : au cœur du problème des économistes (comment les actions économiques se coordonnent-elles pour former des grandeurs repérables et mesurables ?) se trouve la question de l'aptitude d'une économie à fonctionner sur un mode décentralisé. Cette question, à son tour, relève du questionnement général de la science sociale, relatif aux conséquences sociales de l'individualisme.

3. La méthode en sciences économiques

La microéconomie s'intéresse au comportement des consommateurs, des entreprises, des marchés particuliers ainsi qu'à la répartition des revenus. La macroéconomie s'intéresse à la performance globale d'un pays; celle-ci est associée à des variables comme le chômage et l'inflation.

¹ Op.cit. page 04.

3.1. La microéconomie

La microéconomie est la branche de la théorie économique qui est consacrée à l'étude du comportement (des choix, des décisions) des « unités économiques » : les entreprises (la production), les ménages (la consommation), l'Etat. Elle s'intéresse au niveau individuel par opposition au niveau agrégé (macroéconomie). Elle cherche à découvrir **des lois** qui permettent de rendre compte de phénomènes concrets. La microéconomie, fondée sur quelques hypothèses de base, met en présence des consommateurs et des producteurs (considérés comme rationnels et cherchant à maximiser leur intérêt) placés dans des conditions particulières d'échange ; conditions dites de « concurrence pure et parfaite ». Les agents économiques agissent rationnellement en utilisant au mieux les ressources dont ils disposent, compte tenu des contraintes qu'ils subissent.

3.2. La macroéconomie

La macroéconomie constitue l'outil essentiel d'analyse des politiques économiques des États ou des organisations internationales. C'est la science qui traite de l'agrégation des comportements individuels de l'ensemble des agents économiques sur une zone géographique donnée, telle qu'un pays. Cela permet de construire des indicateurs macroéconomiques tels que l'inflation, le chômage ou la croissance qui permettent aux gouvernements de mettre en œuvre leur politique économique. La macroéconomie est l'étude de l'économie dans son ensemble tant dans les faits (description) que dans son analyse théorique (compréhension)

4. Histoire de la pensée économique

On peut faire l'histoire de la discipline du point de vue de son aboutissement, retenant l'idée d'un progrès constant des connaissances (Joseph Schumpeter, *History of Economic Analysis*, 1954). Les théories passées sont alors étudiées et jugées à l'aune de ce qui constitue la science économique moderne : elles apparaissent soit comme des avancées, soit comme des reculs sur le chemin qui conduit à ce que la science économique est aujourd'hui. Évidemment, une telle vision conduit à faire de l'histoire de la pensée économique une archéologie et, considérant que la théorie économique moderne est l'état le plus avancé et le plus achevé de la science, l'histoire de la pensée économique est jugée *a priori* inutile pour comprendre les débats modernes ; le risque est alors grand de la faire sortir de la discipline : faire de l'histoire de la pensée économique, ce serait alors davantage faire de l'histoire que faire de l'économie (au sens de contribuer à l'avancement de la connaissance économique). On peut aussi faire de l'histoire de la pensée économique du

point de vue de son point de départ (Adam Smith et la théorie classique). Le risque serait alors de biaiser la vision de la discipline par l'acceptation de l'idée que celle-ci serait nécessairement caractérisée par certains traits constitutifs de la pensée classique, qui pourtant n'existaient pas avant elle et ne seront pas admis unanimement après, y compris par des auteurs qu'il serait difficile d'exclure du périmètre de la discipline.

Ces traits constitutifs sont :

- **La croyance en des lois économiques naturelles**, qui s'appliqueraient en tout lieu et en tout temps, alors que le caractère historiquement déterminé des lois du capitalisme est au contraire souligné par le marxisme, l'école historique, le keynésianisme ou l'école institutionnelle ;
- **La caractérisation de l'ordre économique comme un ordre marchand** et la réduction des relations économiques à un libre-échange généralisé source de la richesse, là où certains auteurs, de la physiocratie à l'école classique – que pourtant Smith contribue à fonder – insistent davantage sur la spécificité des relations de production, tandis que d'autres, des mercantilistes aux keynésiens, confèrent à l'État, même dans une économie de marché, un rôle essentiel dans la constitution de l'harmonie économique et sociale ;
- **L'affirmation de la neutralité de la monnaie** et la description du processus de formation des grandeurs économiques en termes exclusivement réels, alors que l'analyse de la monnaie et de son influence et la compréhension des relations économiques à partir des relations monétaires sont au cœur de théories antérieures (comme le mercantilisme) ou postérieures (comme celles de Karl Marx ou John Maynard Keynes).

Conclusion

Pour nous rappeler en conclusion la signification de l'économie, MALINVAUD la considère comme la science qui s'intéresse d'une part aux opérations essentielles que sont la production, la distribution et la consommation des biens, d'autre part aux institutions et aux activités ayant pour objet de faciliter ces opérations¹. Il est de plus en plus évident que si l'économie politique d'aujourd'hui se préoccupe de la production, de la distribution et de la consommation des biens, elle étudie tout autant celles des services. Ainsi le musicien, l'avocat, le prêtre, ou le politicien qui reçoivent leur rémunération pour un concert, une plaidoirie, une messe ou une activité parlementaire font aujourd'hui l'objet de bien des

¹ Malinvaud, E., « *Leçons de théorie microéconomique* », Dunod, Paris, 1969, page 01.

analyses économiques. La prise en considération de ces services omniprésents risque de déboucher sur toute l'activité sociale : elle fait pénétrer l'économie dans le domaine du politique, du religieux, du psychologique, etc. L'objet de l'économie politique se confond finalement avec celui de toute la science sociale, et porte sur l'ensemble du comportement de l'homme vivant en collectivités organisées. Une telle perspective a l'avantage de mettre en lumière l'interdépendance entre les disciplines sociales et l'impossibilité d'une découpe systématique des domaines respectifs. Par conséquent, tous les économistes n'ont pas la même conception de l'économie et de ses mécanismes. La science économique est traversée par plusieurs courants de pensées.

Chapitre 02 : La pensée économique de l'antiquité au moyen-âge

Introduction

Nous avons expliqué dans le premier chapitre que la science économique se pose de manière particulière une question commune à l'ensemble des sciences sociales : comment un ordre social se forme-t-il ? Elle analyse ainsi la façon dont les relations entre les hommes se traduisent dans des grandeurs mesurables, au premier rang desquelles la richesse (tant individuelle que collective). Il convient à présent de se demander quand est apparue cette science économique et selon quels grands axes elle a évolué jusqu'à nos jours. Ces interrogations sont au cœur de l'histoire de la pensée économique et il s'agit ici d'en donner les débuts de la réflexion sur les questions économiques. La pensée économique est aussi vieille que l'homme, parce que la lutte des hommes pour l'obtention des ressources a toujours existé¹. L'activité économique est aussi ancienne que les sociétés organisées. C'est en Grèce antique que se forge le mot *économie*, de *oikos* (maison) et *nomos* (loi) : l'économie domestique porte sur les règles d'administration de la maison ou du domaine. Si dès cette époque on s'interroge sur la similitude ou non des règles s'appliquant à la famille (l'économique) et à la Cité (le politique), l'activité économique sera pendant longtemps perçue seulement comme une des activités humaines, subordonnée à d'autres types de relations entre les hommes (religieuses, politiques) sur lesquelles repose l'existence de la société. Toutefois, à l'exception d'Aristote et de Xénophon², auxquels de nombreuses études ont été consacrées depuis longtemps, l'examen de ces réflexions n'a jusqu'à présent consisté qu'à les résumer avec plus ou moins de détails, au détriment de l'analyse rigoureuse de leurs concepts et des questions qui les firent naître. Ce chapitre sera constitué de deux principales sections qui traitent la pensée économique depuis l'antiquité grecque jusqu'au moyen-âge.

1. La pensée économique de l'antiquité grecque

La réflexion économique apparaît d'abord en Grèce antique et en Chine antique, là où une production marchande et une économie monétaire semblent avoir été développées en premier. Le mot économie vient d'ailleurs du grec (de *oikos*, la maison, notamment en tant qu'unité sociale et économique, et *nomos*, l'ordre, la loi). Parmi les penseurs, souvent philosophes, qui se sont intéressés à l'économie, Platon et son élève Aristote sont probablement les plus connus. Les philosophes grecs subordonnent l'économie à la

¹ Poulalion G. « Histoire de la pensée économique : des origines à nos jours », L'HERMES, 1995, page 10.

² Helmer E., « Réévaluer la réflexion grecque sur l'économie : de la science économique à la philosophie de l'économie », Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2016, pp. 185-207.

politique : c'est l'art d'administrer ses biens ou sa cité. La science économique n'existe pas, au contraire de la science politique, qui se rapporte à la cité et est considérée par bien des Grecs comme la première des sciences. L'économie, que l'on envisage uniquement centrée sur l'individu, est souvent vue de façon suspecte, et comme une activité servile. On peut observer la place de l'économie dans la société antique et comment elle était perçue à ses débuts à partir de quatre figures : Thalès, Xénophon, Platon et Aristote.

1.1. L'œuvre de Thalès

Thalès de Milet (625-547 av. J.-C.) n'a jamais écrit sur l'économie, mais son histoire montre un des premiers exemples de spéculation économique, un corner sur le pressage d'olives. Alors qu'on lui reprochait l'inutilité de la philosophie qui ne permettait aucune application avantageuse et que l'on raillait sa pauvreté constante, il se livra à différents calculs astronomiques. Ceux-ci lui permirent de prévoir une période particulièrement chaude et ensoleillée, durant laquelle on ferait vraisemblablement une abondante récolte d'olives. Il loua donc tous les pressoirs à olives des régions de Milet et de Chios à bas prix, quand ils n'intéressaient personne. Ses prévisions se révélèrent exactes, et quand advint le moment de la récolte, la demande en pressoirs se fit extrêmement importante. Thalès, qui détenait un monopole régional, put sous-louer les pressoirs aux conditions qu'il demandait, se plaçant par-là à la tête d'une certaine fortune. Si cette anecdote ne révèle pas une analyse poussée des mécanismes économiques, elle les préfigure en ce qu'elle montre une réflexion sur des stratégies financières, reposant sur des idées diffuses de la loi de l'offre et de la demande, ou du monopole et de ses conséquences.

1.2. L'œuvre de Xénophon

Il est nécessaire d'évoquer Xénophon (-430 à -355), qui comme Platon fut élève de Socrate, à propos de l'histoire de la pensée économique : non seulement parce qu'il est le premier à employer ce terme, mais encore parce qu'il y consacra tout un ouvrage, *L'Économique* (qui consiste en un dialogue entre Socrate et Ischomaque), autour d'un thème unique, celui de l'administration d'un domaine agricole. On peut ainsi se rendre compte combien dans l'Antiquité le terme est lié à l'idée de l'administration domestique ; cependant le dialogue en vient presque à porter sur des stratégies d'accroissement des richesses, le père d'Ischomaque achetant par exemple des terres à bas prix pour les revendre bien plus cher après les avoir défrichées. En vérité, celui qui connaît l'art — ou la science — de l'économie est *de facto* un bon gestionnaire, et ce dans toute situation. Le bon père de famille peut ainsi savoir ce qui est bon pour l'administration d'une cité. C'est toutefois à la femme que revient le rôle de l'entretien de la maison (*oikos*), de même la

politique est l'affaire des hommes, et le travail, réservé aux seuls esclaves. Dans *L'Économique*, Ischomaque enseigne cet art à sa femme : ce sera le rôle de celle-ci que d'en faire l'application. Sur la fin de sa vie, Xénophon écrira également *Les Revenus*, ouvrage où il propose de multiplier les exploitations agricoles et industrielles dans l'Attique, et notamment d'exploiter à plein rendement les mines d'argent du Laurion. À cette occasion, il aborde (mais de façon peu approfondie) des concepts comme ceux de la demande et de la valeur des biens, et du rapport qu'ils entretiennent entre eux. L'œuvre est un projet politique et économique pour toute une région, et tente de défendre un point de vue cohérent. En définitive, les ouvrages de Xénophon portent sur la manière de gérer un domaine agricole, et sur l'économie domestique (l'expression serait, en grec, tautologique) ; *Les Revenus* montre cependant bien que ces enseignements sont applicables ailleurs, et place l'économie comme art de satisfaire les besoins d'une société.

1.3. L'œuvre de Platon

Platon (427-347 av. J.-C.), qui à travers son dialogue *La République* entreprend un examen approfondi des conditions d'existence de la cité idéale¹. Il expose sa vision de l'utopie, se trouve entraîné à aborder l'économie comme gestion des biens et des personnes de la façon la plus juste possible dans la cité idéale. Il défend ainsi l'idée d'une société divisée en trois classes (magistrats/philosophes, gardiens et travailleurs/producteurs, en ordre décroissant) où le droit de propriété n'est réservé qu'à la classe inférieure des « producteurs » : les autres classes ne doivent pas être tentées par le lucre et l'accumulation des richesses. Le philosophe sait que la cité est supérieure à l'individu ; pour préserver l'équilibre de la cité et parvenir au plus haut degré de la vertu politique, il est nécessaire de poser une limitation de la fortune et des biens de chacun, d'autant plus que pour Platon et son époque la quantité totale de richesse est imaginée comme à peu près fixe. Il expose de cette façon une forme d'organisation sociale basée sur la communauté des biens et propose même dans *Les Lois* un partage égalitaire de la terre. L'économie platonicienne cherche ainsi à régir la répartition des ressources, et ce à une fin politique et philosophique. Moins qu'un art, l'économie pour Platon se rapprocherait donc plutôt de ces *savoir-faire* décrits dans *Gorgias* ; il n'en demeure pas moins que ses tentatives d'organisation d'une cité parfaite impliquent souvent des préoccupations qui sont purement de l'ordre de la science économique telle qu'on la connaît aujourd'hui. Platon s'intéresse strictement au problème de la cité et de la manière dont il faut qu'elle soit régie, et ce sur tous les plans. Il tire de

¹ KHELADI M. Op.cit. Page 90.

son étude un modèle social et économique basé sur le collectivisme à plusieurs niveaux (biens, femmes, terres) tout en ne remettant pas en cause le principe de l'État (la cité de Platon n'est donc pas socialiste). Dans d'autres œuvres, il confirmera la validité du recours à l'esclavage comme moyen technique. Il critique en revanche de façon générale la volonté de possession, l'appât des richesses, l'esprit de lucre.

1.4. L'œuvre d'Aristote

Aristote (384-322 av. J.-C.) est le premier à avoir consacré un ouvrage entier à définir les domaines d'application de l'économie, à en donner quelques principes : « *Les économiques* »¹. Avant lui, Xénophon avait aussi écrit un ouvrage appelé « L'économique », mais son objet était limité à ce qu'on appelle aujourd'hui économie domestique. Aristote montre avec *Les économiques* et *l'Éthique à Nicomaque* la différence fondamentale entre l'économique et la chrématistique. La chrématistique (de *khréma*, la richesse, la possession) est l'art de s'enrichir, d'acquérir des richesses. Selon Aristote, l'accumulation de la monnaie pour la monnaie est une activité contre nature et qui déshumanise ceux qui s'y livrent : suivant l'exemple de Platon, il condamne ainsi le goût du profit et l'accumulation de richesses. Le commerce substitue l'argent aux biens ; l'usure crée de l'argent à partir de l'argent ; le marchand ne produit rien : tous sont condamnables d'un point de vue philosophique. Bien qu'Aristote traite de la chrématistique comme ensemble de ruses et de stratégies d'acquisition des richesses pour permettre un accroissement du pouvoir politique, il la condamnera toujours en tant que tel. Aristote est convaincu qu'il ne sied pas à l'homme libre de travailler ; tous les travaux doivent être réalisés par des esclaves². Au contraire, l'agriculture et le « métier » permettent de fonder une économie naturelle où les échanges et la monnaie servent uniquement à satisfaire les besoins de chacun, ce qu'il valorise. Aristote garde toujours le souci d'agir conformément à la nature. Celle-ci fournit « la terre, la mer et le reste » : l'économique est ainsi l'art d'administrer, d'utiliser les ressources naturelles, totalement à l'opposé de l'art d'acquérir et de posséder. Y est incluse l'idée d'un rapport de réciprocité : Aristote ne sépare pas l'économique du social, établissant l'échange comme un « retour sur équivalence » ; on comprend donc qu'il condamne la chrématistique, qui substitue l'objet à la relation sociale puis l'argent à l'objet. De fait, l'échange, basé sur la monnaie, est toujours envisagé chez Aristote comme permettant de renforcer le lien social : il établit son inexistence dans la tribu (où seul le troc existe) et son apparition avec la cité, c'est-à-dire la société. Car s'il n'y

¹ Pavoine J., « Histoire de la Science économique ». Ellipses Edition Marketing, Paris 1993, page 15.

² KHELADI M. Op.cit. Page 93.

avait pas d'échanges, il ne saurait y avoir de vie sociale ; il n'y aurait pas davantage d'échange sans égalité, ni d'égalité sans commune mesure. Ainsi, l'apport d'Aristote est tout d'abord une distinction fondamentale qu'il établit entre économie naturelle (*économique*) et économie d'argent (*chrématistique*) ; de là une réflexion fine sur le rôle de l'échange dans le lien social. Un autre résultat original et remarquable des réflexions d'Aristote est la différenciation qu'il fait entre valeur subjective et valeur commerciale d'un bien. On trouve ainsi dans *l'éthique à Nicomaque* des concepts comme les quatre causes (cause matérielle, cause formelle, cause efficiente, cause finale), qui sont, pour certaines de ces causes, des esquisses des notions de valeur d'échange et de valeur d'usage utilisées dans les théories économiques modernes.

2. La pensée économique à l'époque médiévale

C'est la période (de l'histoire occidentale) située entre l'Antiquité et la Renaissance, soit entre 476 (chute de l'Empire romain d'Occident) et 1453 (chute de l'Empire byzantin) du V^e au XV^e siècle. Durant cette période, la civilisation musulmane a connu un essor important. Au Moyen Âge, un commerçant spécialisé dans le type de marchandises orientales (poivre, noix, cannelle, huile, etc.) était un homme riche.

2.1. Les idées économiques de Saint Thomas d'Aquin

Saint Thomas d'Aquin (1225-1274), par ses réflexions sur l'échange, le juste prix et le taux d'intérêt, il va jeter les premières bases qui vont permettre à la pensée et à la vie économique occidentale de se libérer du carcan de la religion et de la morale. Pour lui, les marchands doivent pratiquer un « juste prix » découlant de la coutume et qui est censé les prévenir d'un enrichissement exagéré. L'activité commerciale doit être légitimée par un apport réel de richesse au produit *via* sa transformation, son transport ou à la limite par son caractère vital pour la survie du marchand et de sa famille. Il condamne par ailleurs le prêt à intérêt, car selon lui la reconnaissance de l'emprunteur ne doit pas se manifester par une récompense financière, mais par l'estime, la gratitude ou l'amitié. Dans ses écrits économiques, Thomas d'AQUIN pose deux questions :

- Est-il permis de vendre une chose plus chère qu'on ne l'a achetée ?
- Est-ce qu'on peut demander un intérêt si on prête de l'argent à quelqu'un ?

Il essaie de répondre par l'affirmative ; à condition que la vente soit en contrepartie du juste prix : Le prix qui permet au vendeur de « rentrer dans ses frais », ou d'avoir un niveau de vie convenable. Comment vérifier cela ? Il y a deux possibilités : soit on peut vérifier directement ; soit on peut comparer avec d'autres objets identiques. Peut-on demander un intérêt si on prête de l'argent à quelqu'un ? En principe, la réponse à cette

question est non. Or, le prêt d'argent répondait à un besoin. L'église elle-même avait besoin d'argent et elle était prête à payer des intérêts pour obtenir des usuriers les sommes dont elle avait besoin. S.T. D'Aquin a donc développé l'argument suivant : si quelqu'un prête de l'argent, il se prive de la somme qu'il prête, il a donc droit à une compensation. Donc il peut stipuler un dédommagement dans le contrat de prêt. Il doit cependant s'agir d'une juste compensation et dans ce cas, on l'appellera un taux d'intérêt.

1.2. L'économie féodale

Le féodalisme apparaît en Europe avec l'effondrement de l'empire carolingien. Au neuvième siècle, l'empereur perd son pouvoir, la souveraineté est désormais fragmentée. On s'assure la loyauté des vassaux en leur donnant une part du gâteau. Le pouvoir du ban, celui d'exercer la coercition, est partagé par une classe de nobles, qui se constituent en une classe de chevaliers en mesure d'exercer une coercition directe sur les paysans travaillant sur leur domaine. Anderson caractérise le féodalisme comme un mode de production issu de la rencontre du mode de production esclavagiste des Romains et du mode de production primitif des envahisseurs germaniques¹. Brenner définit le féodalisme en fonction de trois niveaux : le niveau institutionnel, «qui crée et régit une forme spécifique de relations juridiques entre les hommes»; le niveau politique, la forme spécifique qu'y prennent le gouvernement et la domination ; et le niveau socioéconomique, renvoyant à «l'organisation de la société dans son ensemble»². Ainsi le féodalisme est un système d'obligations réciproques entre un vassal et un seigneur; puis, au niveau politique, une forme de gouvernement décentralisée, où l'autorité politique est privée et fragmentée. Finalement, en tant que mode de production, il se caractérise par une relation sociale par laquelle les deux classes fondamentales se constituent et se reproduisent. Plus précisément, les paysans, qui constituent la majorité de la population productrice, se maintiennent en vertu de la détention de l'ensemble de leur moyen de subsistance, de la terre et des outils ; ainsi, aucune participation des seigneurs au niveau de la production n'est nécessaire pour leur propre survie. Cette possession est sécurisée par l'entremise des moyens d'organisation politique collective des paysans qui s'incarnent dans une gouvernance autonome des communautés. Les seigneurs ont le pouvoir d'extraire une rente grâce à la coercition extra-économique uniquement en raison de leur organisation politique en groupes ou

¹ Anderson P. « Les passages de l'Antiquité au féodalisme », Paris, François Maspero, 1977, p. 20.

² Brenner R., «Feudalism», In J. Eatwell, M. Murray et P. Newman (dir.), *Marxian Economies*, New York, W.W. Norton & Company, 1990, page 170.

communautés seigneuriaux par lesquels ils exercent une forte domination sur les paysans, domination qui va du servage au simple impôt.

1.3. La pensée économique orientale

À l'époque médiévale, des penseurs arabes ont réfléchi aux problèmes économiques. Notamment Ibn Khaldun (1332 - 1406) a écrit une théorie économique et politique dans *Prole gomana* montrant par exemple, comment la densité de la population est liée à la division du travail qui conduit à la croissance économique. Cette dernière contribue à accroître la population, formant ainsi un cercle vertueux. Il apporte aussi des premières explications quant à la formation des prix.

Conclusion

Même si la réflexion économique est évidemment très rudimentaire dans l'antiquité jusqu'au moyen-âge, elle est cependant intéressante. Elle montre la permanence de certains désirs de l'homme à la recherche du mieux-être par la production et par l'échange, recherche de la justice dans la répartition des ressources et dans l'échange. Elle témoigne donc de la dimension au moins double de l'homme: *dimension matérielle* (l'homme est un être vivant, qui, à l'égal des animaux et des plantes, ne peut vivre qu'en relation étroite avec le milieu environnement), *dimension sociale* (celle-ci transcende largement l'instinct grégaire des animaux. car l'homme établit des relations sociales d'une très grande complexité, à la fois instinctives et rationnelles). Mais cette force de l'homme, tant sur le milieu environnant, que sur ses semblables, l'a toujours conduit à réfléchir sur sa destinée et sur la signification de sa vie. Au moyen-âge, On relit Aristote en le mettant au service de la théologie pour concilier les préceptes de la morale chrétienne et une activité économique qui connaît un premier essor. On retrouve la condamnation de la mauvaise chrématistique, mais pour des raisons religieuses et non plus éthiques. En conclusion, il y a lieu de souligner que la civilisation grecque a duré très longtemps (près de deux millénaires) et avant les grecs plusieurs civilisations (l'Égypte pharaonique, la civilisation mésopotamienne, la civilisation phénicienne, etc.) ont connu des systèmes économiques assez organisés et chercher à les évoquer c'est comme vouloir faire l'histoire de l'humanité.

Chapitre 03 : Les mercantilistes : « L'économie au service du Prince »

Introduction

L'époque moderne n'apporta pas véritablement une théorie économique. La Renaissance fut une période de changement radical des mentalités et de vision du monde, dû à l'apparition de l'imprimerie et aux grandes découvertes. Le nouveau monde offrit brusquement des perspectives sur le plan économique. Les besoins de réforme se faisaient sentir depuis le XIV^e siècle, justement sur ces questions. A partir de la seconde moitié du XV^e siècle, l'Europe connaît une dynamique économique nouvelle, à la fois marchande, avec le développement des foires, et financière avec un fort développement de l'échange monétaire. Sur le plan politique, l'Etat-nation remplace peu à peu le système de la féodalité. Par ailleurs, de grandes découvertes vont être à l'origine d'un changement profond quant à la conception du monde : la découverte de l'Amérique (1492) par Christoph Colomb, la découverte de l'Inde (1498) par Vasco de Gama, l'invention de l'imprimerie (1434) par Gutenberg, qui facilite la diffusion de nouvelles idées et l'accès aux écrits plus anciens¹. La Réforme protestante se développa donc dans ce climat de changement de mentalité, dans lequel le travail prenait davantage de valeur par rapport au commerce pur. C'est la célèbre thèse de Max Weber (*L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, 1905). Il explique qu'avec la Réforme, le travail devint une nouvelle vertu : auparavant destiné à la seule survie, il devint l'origine de la richesse et de son accumulation qui, selon la logique protestante de la prédestination, serait un signe d'« élection divine ». Le travail et la richesse qu'il produit concourent à la gloire de Dieu ; le temps est précieux et l'épargne devient une vertu. La pensée protestante transmettrait aussi selon lui l'éthique du métier, mais assurerait surtout une rationalité plus grande que celle permise par la pensée catholique. Ce faisant, elle lève de nombreux obstacles moraux à l'activité économique. Les auteurs mercantilistes se caractérisent *a posteriori* par leur place dans la transition entre le monde féodal et le monde industriel: ils abandonnent la critique féodale des activités marchandes sur une base morale, mais sont incapables de penser l'économie sur ses bases réelles. Selon les mercantilistes, la puissance d'un Etat dépend de la puissance économique du pays à laquelle est liée sa capacité à lever et entretenir une armée. La puissance économique repose sur la monnaie (ce sont les quantités d'or et d'argent qui circulent dans le royaume) qui peut être amassée dans le cadre du commerce international (un excédent commercial permet l'accumulation de métaux précieux). En

¹ Roux V., « Grands problèmes économiques. Introduction générale à l'économie ». Ellipses Edition Marketing S.A., Paris, 2012, page 23.

conséquence, le commerce, surtout international, doit être soutenu par l'Etat (soutien au développement du commerce au long cours, aux exportations, protectionnisme et limitation des importations). Ainsi se développe une approche pragmatique de l'économie, la timide défense d'une activité vulgaire mais utile au prince. L'économie abandonne la référence aristotélicienne au bien public et devient un art au service du prince. La monnaie, le profit, l'activité marchande sont justifiées non au nom de la morale mais de l'efficacité. L'objet de ce chapitre est de mettre l'accent sur une transition incontournable dans l'histoire de l'humanité. En effet, l'émancipation à l'égard de l'église et les grandes découvertes vont ouvrir la voie à de nouvelles pratiques économiques définies par le concept de mercantilisme.

1. Le contexte historique

Les siècles du mercantilisme sont placés sous le signe des grandes découvertes. Des voyages et des conquêtes, l'Amérique, la route du Cap, le tour du monde, voilà ce qu'ils évoquent tout d'abord. La découverte de l'Amérique par Christophe Colomb signifie d'abord l'argent du Mexique, l'or du Pérou. En cent ans, le stock de métaux précieux sur lequel avait vécu le moyen âge se trouve multiplié par huit. Sous la pression d'un tel afflux, les prix entrent dans la danse: c'est « la révolution des prix ». Les sereines et traditionnelles doctrines de modération, les menues réglementations anciennes ne sont que des digues puérides pour contenir le trafic déchaîné. Partout le type du marchand, audacieux, optimiste, aventurier, surgit de terre. Il approche le sceptre, et manie les rênes du gouvernement. Il prend la plume, et l'imprimerie répand la nouvelle conception de la vie qu'il apporte : ardente, optimiste, cruelle. A un idéal de bonheur et de paix succède une mentalité de lutte pour la vie, de soif de succès, de richesse, de puissance. A un monde essentiellement rural et artisanal, un monde manufacturier et commerçant. A une civilisation surtout continentale, une civilisation maritime. Les vaisseaux envahissent la mer et l'océan; des flottes immenses et s'entredétruisent; pendant deux siècles l'Espagne, la Hollande, la France et enfin l'Angleterre mèneront pour la suprématie maritime une lutte dont Trafalgar dira le dernier mot. Notre période est encore celle de la Renaissance, et de la réforme. Avec la Renaissance remonte à la surface la notion impériale romaine d'un Etat fort, autoritaire, armé d'une puissante machine administrative au moyen de laquelle il contrôle tout à l'intérieur et d'une forte armée sur laquelle il compte pour s'étendre à l'extérieur. Partout, dans l'Europe chrétienne disloquée spirituellement, et politiquement, tandis que Machiavel écrit *Le Prince*, les Etats affirment leur indépendance et leur volonté de domination. La Renaissance, c'est encore un renouveau d'attention pour les aspects

profanes de la vie, et – tandis que l'on quitte les champs pour les manufactures, les armées et les marines – une sorte de retour à la planète Terre, après des siècles vécus les yeux au Ciel. C'est une affirmation de l'Homme contre Dieu; une explosion du volontarisme. Quant à la Réforme, dirons-nous que Calvin a « inventé le capitalisme »? En Angleterre, l'un des résultats principaux de la Réforme fut de développer la lecture de l'Ancien Testament. Le juste s'y voit promettre longue vie et prospérité. Aux quakers et aux puritains, le succès économique apparaîtra comme un signe de l'élection divine. Avec eux, l'ascétisme des affaires, l'épargne du bourgeois, l'austère calcul du comptable, la vie sans loisirs et le persévérant labeur du patron prendront une saveur chrétienne.

2. Définition

La doctrine mercantiliste ne constitue pas à proprement parler une école. Le mercantilisme peut être défini comme : « *la théorie de l'enrichissement des nations par l'accumulation de métaux précieux* »¹. Au-delà de cette courte définition, il faut reconnaître que la vision machiavélique de l'Etat et du gouvernement des hommes est remise en cause par les thèses mercantilistes. En effet, la renaissance voit un développement parallèle de l'enrichissement de la bourgeoisie marchande et de l'accroissement de la puissance des Etats européens. Le concept du mercantilisme vient de l'italien *mercante* qui signifie marchand. C'est une tendance centrale de la pensée économique du XVI^{ème} et du XVII^{ème}. Ce n'est pas une école de pensée car :

- il n'y a pas de théorie unifiée du fonctionnement économique ;
- il n'y a pas de lois économiques : l'économie est ce qu'en font les hommes au service du Roi.

C'est un mouvement intellectuel cosmopolite, il y a plusieurs traditions mercantilistes selon le contexte national.

3. Les éléments fondateurs du Mercantilisme

Principalement cette doctrine développe trois thèmes communs: la primauté de la richesse monétaire, la balance du commerce et la réglementation dans l'industrie et du commerce extérieur. Le chrysédonisme est la croyance selon laquelle la richesse consiste uniquement en métaux précieux. Quel que soit le mercantilisme, il faut accumuler de la monnaie: pour se procurer davantage de biens, pour accroître la production et favoriser la circulation des biens et services (la métaphore organiciste de la circulation sanguine est souvent utilisée), et pour investir dans le commerce (Angleterre) ou l'industrie (France).

¹ Ibid. Page 25.

La notion de balance du commerce émerge en 1614 chez Serra (des biens et des services), puis chez Thomas Mun en 1621. La balance du commerce doit permettre d'évaluer l'excédent commercial recherché, notamment par le commerce de réexportation: selon Mun, une sortie d'or pour importer le coton brut d'Inde permet d'exporter des cotonnades pour une valeur cinq fois supérieure. La réglementation dans le commerce et l'industrie est très présente parce que le commerce international est envisagé comme **un jeu à somme nulle**. Le libre-échange, tout du moins au sens où nous l'entendons aujourd'hui, est banni. L'expression que l'on croise dans les écrits mercantilistes, signifie au contraire l'obtention de monopoles, c'est-à-dire de privilèges, ceux des grandes compagnies de commerce anglaises et françaises (face aux hollandaises) en premier lieu. La France souhaite développer des manufactures royales à l'abri du protectionnisme: les droits de douane s'élèvent de 5 % vers 1620 à 20 % vers 1720.

4. Les différentes variantes du mercantilisme

4.1. Le Bullionisme espagnol

C'est premièrement là où l'or aborde l'Europe – au Portugal, en Espagne – que l'on a subi la magie des métaux, et que l'on a fait de leur accumulation le but suprême de l'activité des individus comme de la politique des princes. Tout le problème, pour l'Espagne, va consister à conserver chez elle l'or qu'elle importe de ses colonies d'outre-océan, à l'empêcher de fuir hors des frontières, et de se répandre parmi les autres pays d'Europe. D'où la politique que l'on a appelé « bullioniste » (de l'anglais bullion = lingot) et qui est une politique de protectionnisme monétaire direct et défensif: interdiction des sorties d'or; obligation pour les exportateurs espagnols de rapatrier leurs créances, et, pour les importateurs étrangers de marchandises espagnoles, de dépenser les leurs en Espagne; surévaluations artificielles des monnaies étrangères pour les attirer en Espagne. Ces diverses mesures bullionistes sont prônées par les auteurs (Orthiz) et mises en œuvre par les gouvernements. Dans les faits, la politique bullioniste donne lieu à une réglementation minutieuse, et extrêmement désordonnée; car l'abondance d'or engendrait un niveau élevé des prix, et les gouvernements, ignorants de la théorie quantitative de la monnaie, ne saisissaient pas le lien qui unissait les deux phénomènes. Les mesures prises pour empêcher les prix de monter se mêlaient aux mesures prises pour retenir l'or, avec une inextricable incohérence. L'Etat intervenait à tort et à travers, dans tous les sens. Le résultat fut la hausse des prix, la paralysie du commerce extérieur, la misère générale. L'afflux excessif de l'or américain, et la politique bullioniste qui l'a retenu de s'écouler à l'étranger sont à l'origine du déclin économique de l'Espagne.

4.2. Le mercantilisme Industrialiste français (le Colbertisme)

A cette époque, les métaux précieux du Nouveau-Monde proviennent exclusivement des colonies espagnoles et portugaises. Les pays autres que l'Espagne n'exploitent pas de mines d'or. Il ne s'agit pas pour eux de conserver l'or, mais de l'attirer. C'est ce que les mercantilistes français tenteront de faire en encourageant la production, surtout manufacturière. On a l'habitude de dire industrialiste et étatiste le mercantilisme français. C'est que l'on songe à la politique menée par les rois de France en faveur des industries. Cette politique porte un grand nom: celui de **Colbert**, qui accède au pouvoir dès la première année du règne personnel de Louis XIV, en 1661. Mais les grands doctrinaires mercantilistes sont de beaucoup antérieurs à Colbert: Jean Bodin (1576), Antoine de Montchrétien (1615). Colbert a fait de la France un Etat et une usine. Sous son impulsion, les manufactures surgissent et s'étendent, la marine marchande se construit. Le but premier, c'est l'or à attirer dans le royaume; et pour cela les marchés étrangers à conquérir par la qualité des produits français. Le moyen, c'est la réglementation; mais une réglementation qui stimule, encourage, vient en aide; nullement étouffante. La nation ne doit importer que ce qu'elle ne peut produire. Si la France est devenue au XVIIème siècle une grande puissance économique, militaire, navale, coloniale, c'est grâce à l'intervention de l'Etat, et c'est grâce aussi à une politique douanière d'un mercantilisme très orthodoxe.

4.3. Le commercialisme britannique

Les mercantilistes anglais veulent bien importer, à condition qu'ils exportent davantage encore, et transportent le plus possible. Leur but, c'est d'obtenir un excédent de la balance du commerce, que déjà ils analysent en détail, et dans laquelle ils font une place importante à ce que nous appelons aujourd'hui les exportations invisibles, en particulier aux frets. Pour eux, l'excédent de la balance mesure et constitue le gain du commerce extérieur. Les auteurs sont nombreux; le plus souvent ce ne sont pas comme Bodin et Montchrétien des intellectuels et des humanistes, mais des hommes de la pratique, marchands ou hommes d'Etat. Les plus célèbres sont Thomas Mun (1571-1641), Josias Child (1639-1690), William Temple (1628-1698), et William Petty (1623-1687). En Angleterre – nations de boutiquiers, comme on dira plus tard – les auteurs mercantilistes s'adressent aux marchands et non plus au Roi comme Montchrétien: c'est de la soif individuelle du profit et de l'âpre ingéniosité des marchands qu'ils attendent l'enrichissement national, plutôt que de l'impulsion gouvernementale. Ce n'est point qu'ils ne prônent l'intervention de l'Etat. Pour augmenter la quantité de travail, il faudra diminuer le nombre de jours chômés, aménager l'assistance publique de manière à

favoriser la natalité, imposer au plus grand nombre le travail et la vie frugale. L'Etat pratiquera la tolérance religieuse pour attirer les immigrants étrangers, il facilitera les naturalisations. Les mercantilistes anglais attendent encore de l'Etat qu'il favorise le défrichement des terres incultes, afin de limiter les importations de grains; qu'ils acquièrent des colonies, afin que la nation en puisse tirer des matières premières, y puisse écouler ses produits. Surtout, l'Etat pratiquera une politique douanière orientée vers l'obtention d'un excédent de la balance du commerce. Car, pour les mercantilistes anglais, tout se ramène à cette fameuse comparaison des deux postes de la balance. L'une des conditions essentielles à la conquête des débouchés extérieurs, c'est le bas niveau des salaires.

4.4. Le Mercantilisme allemand (Caméralisme)

La forme allemande du mercantilisme, c'est le caméralisme. On le rapprocherait plus facilement du colbertisme que des doctrines mercantilistes anglaises. Toutefois le caméralisme n'est pas une politique, c'est un enseignement sur les choses de l'Etat, institué par l'Etat. Le mot *Kamera* désignait alors le lieu où l'on rangeait le trésor public. Les caméralistes enseignaient les règles d'une bonne gestion des finances du Prince. Le caméralisme est populationniste, industrialiste, protectionniste, interventionniste: parce que l'Allemagne est sous-peuplée, dépeuplée par les guerres; parce que l'Allemagne a sur l'Occident, du point de vue industriel, un retard considérable, et ne peut songer à se créer une industrie, qu'elle n'en protège les premiers pas contre la concurrence des pays plus avancés; parce que, tandis que la France, de Louis XVI à la Fête de la fédération, est en train de se faire, le sens de l'Etat n'est pas encore né en Allemagne. Il s'agit pour les caméralistes d'en sortir, et d'en sortir méthodiquement.

Le caméralisme allemand est communautaire. Il est beaucoup moins hostile aux corporations que le mercantilisme. Il ne compte point tant sur les initiatives d'individus courant à la recherche du profit, même stimulées et disciplinées par le gouvernement, que sur la convergence organique d'efforts conçus en vue de l'intérêt général, sur le développement du sens national, sur un labeur commun concerté et méthodiquement organisé.

Conclusion

Nous pouvons affirmer que le mercantilisme est un mouvement intellectuel cosmopolite, car il y a plusieurs traditions mercantilistes selon le contexte national. Au tournant des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles, avec le développement commercial et/ ou industriel, les économies se libèrent de la dépendance de l'État. L'idée mercantiliste selon

laquelle l'intervention de l'État est indispensable à l'enrichissement d'une nation est de plus en plus discutée. L'idée contraire apparaît chez les Français et se répand chez les britanniques. On en arrive à l'idée que l'économie forme un système autonome régi par les lois naturelles (Ce qui commence par le courant physiocratique).

Chapitre 04 : L'école physiocratique

Introduction

L'école physiocrate (1756-1777) constitue une critique radicale du mercantilisme et a ouvert la voie à la pensée en sciences économiques. La physiocratie signifie, étymologiquement : « *le pouvoir de la nature* »¹. C'est la première véritable école de pensée économique dans la mesure où elle est la première à se doter d'un programme de recherche précis : l'analyse de la circulation des richesses dans la nation. Certains s'accordent à reconnaître que la pensée en sciences économiques est née en France avec les Physiocrates. C'est une école fondée par Quesnay (1669-1774). Pour lui, il existe en économie des lois comme dans les sciences de la nature. Ces lois sont quantifiables et pour les étudier, il faut partir d'une théorie de la valeur (étudier d'où vient l'accroissement des richesses). Les physiocrates sont aux sources du libéralisme et de l'économétrie. Pour eux la source de la valeur est la terre, et l'industrie est considérée comme stérile. La science économique est née en France avec les Physiocrates. C'est une école fondée par Quesnay (1669-1774). Pour lui, il existe en économie des lois comme dans les sciences de la nature. Ces lois sont quantifiables et pour les étudier, il faut partir d'une théorie de la valeur (étudier d'où vient l'accroissement des richesses). On parle des précurseurs en sciences économiques (Boisguilbert, Cantillon Quesnay) mais c'est à François Quesnay qu'on attribue souvent le mérite de le faire, « *certaines aiment à considérer le docteur François Quesnay (1694-1774), comme précurseur de l'analyse macroéconomique* »². Nous allons exposer dans ce chapitre les idées principales de l'école physiocratique.

1. Le contexte historique

Nul ne conteste guère que ce soit cette poignée de penseurs français, précurseurs immédiats et contemporains de la Grande Révolution, qui ait fondé la science économique même si du point de vue historique, l'influence des physiocrates a été limitée à la France pendant quelques décennies³. Les physiocrates forment une école et un parti. A la tête de l'école, son fondateur et chef incontesté: F. Quesnay, médecin de la Pompadour et de Louis XV. Les œuvres importantes de l'école physiocrate s'échelonnent toute sur vingt années entre 1756 et 1777. Comme le mercantilisme avec Colbert, la physiocratie a son grand ministre: Turgot. Comme Quesnay est le chef d'école, Turgot est le champion du parti physiocratique. Les physiocrates s'imaginent découvrir les lois naturelles de la

¹ Roux V., Op.cit. Page 29.

² Kheladi M., Op.cit. Page 105.

³ Samuelson A., « Les grands courants de la pensée économique. Concepts de base et questions essentielles ». Office des publications universitaires, Alger, 1993, page 34.

société, valables pour tous les temps et pour tous les pays. Les physiocrates sont des adeptes de ce que l'on a appelé la « philosophie des Lumières ». Quesnay a collaboré à l'Encyclopédie de Diderot. Mais la philosophie française du 18^{ème} siècle a plusieurs visages, et les physiocrates en présentent une face particulière, que l'on pourrait qualifier de réactionnaire. En réaction contre le pragmatisme mercantiliste, les physiocrates affirment de grands principes: la Nature, le Droit, l'Ordre. Les physiocrates croient en la Raison. Mais ils exaltent en l'homme le pouvoir de connaître, plutôt que celui d'agir. Découvrir la Loi naturelle pour la respecter et s'y soumettre, tel est leur idéal: non point exalter le pouvoir des hommes sur et contre la nature. Pour les physiocrates, la noblesse de l'homme est de pouvoir pénétrer des desseins qui le dépassent, et de concourir à leur réalisation par un comportement obéissant. En 1763 se termine, par la défaite de la France et par la perte de ses colonies, une période de guerres longues et onéreuses. Le gouvernement se trouve en butte à de graves difficultés financières. La crise sociale et politique commence à apparaître, d'où sortira la Révolution. **Le retour à la terre**, que prêchent les physiocrates, est un réflexe classique des périodes de ce genre. Après tant d'efforts réduits à néant pour étendre au-dehors la puissance nationale, il ne reste plus qu'à se remettre à cultiver son champ. Les prédications physiocratiques pour le retour à la terre traduisent l'angoisse de l'Ancien Régime chancelant sous les fastes frelatés de la cour de Louis XV.

2. L'agriculture et la liberté économique

La politique de Colbert et de ses successeurs avait été industrialiste, et interventionniste. L'industrie mercantiliste avait engendré le déclin de l'agriculture française, dont une série de mauvaises récoltes était venue aggraver les fâcheux effets, tandis que la population s'accroissait. Les physiocrates exalteront l'agriculture à l'encontre de l'industrie. D'autre part, l'interventionnisme colbertiste avait abouti à un excès de réglementation qui étouffait les initiatives et paralysait la production comme le commerce. Ici encore les physiocrates vont prendre le contre-pied des mercantilistes. Ils seront libéraux, ils seront les premiers libéraux de l'histoire des doctrines économiques. Et ils appuieront leur libéralisme moins sur une analyse des mécanismes de marché de concurrence que sur une philosophie naturaliste et providentialiste, sur une doctrine de l'Ordre naturel. Le fondement de l'ordre économique naturel est l'harmonie des intérêts. Propriété individuelle, liberté des échanges, poursuite par chacun de son intérêt personnel, abstention de l'Etat en matière économique, tels en sont les éléments essentiels. Libre de produire comme il l'entend, de vendre à qui il veut au prix le plus élevé qu'il peut obtenir,

l'agriculteur se décidera à faire à la terre les avances généreuses dont elle a besoin. Le produit net sera accru, et c'est sur le produit net de la terre que vit la classe stérile et que reposent les finances publiques. La liberté économique signifie donc le bonheur pour tous, et la prospérité du souverain.

3. Le tableau économique

Le tableau économique de Quesnay décrivait la circulation de la richesse entre les classes des agriculteurs, de celles des propriétaires fonciers et de celles de la classe urbaine (classe stérile). C'est de l'activité de la classe productive (les agriculteurs exploitants) que vivent les deux autres. Non seulement, cette classe pourvoit à son propre entretien, mais elle fait encore des « avances » à la terre, et verse au propriétaire du sol un fermage qui représente le produit net. Les physiocrates insistent beaucoup sur les avances que les agriculteurs font à la terre: « avances primitives » (dépenses d'entretien, achat du bétail et du matériel d'exploitation) et « avances annuelles » (semences, engrais). La classe que les physiocrates appellent stérile comprend les artisans, les commerçants, les fonctionnaires et les gens de professions libérales. Ils ne sont pas inutiles, mais ils ne produisent pas plus de valeur qu'ils n'en dépensent. Reste enfin la classe des propriétaires fonciers que les physiocrates mettent sur le piédestal. C'est le propriétaire, à l'origine, qui a consenti à la terre les « avances foncières », et pris l'initiative et supporté la charge du défrichement du sol et de son aménagement pour la culture. Or la terre, c'est la nature, et la nature, c'est Dieu. Et le propriétaire est le symbole même de l'harmonie providentielle des intérêts. Tandis qu'il poursuit le sien propre – qui est d'accroître le produit net – il assure du même coût la prospérité de toutes les classes de la société. Donc le produit net de l'agriculture est la seule source des avances foncières et des revenus du souverain. Il faut accroître le produit net. Comment cela? La solution c'est la liberté du commerce des grains à l'intérieur et à l'extérieur. Ils attendent d'abord l'unification et la stabilisation du prix du blé. Mais aussi son élévation. La liberté du commerce permettra l'avènement de ce qu'ils appellent le « bon prix »: le prix rémunérateur, qui permet au propriétaire de demander des fermages élevés. Le résultat des politiques mercantilistes (interdiction d'exporter du blé, politique de bas salaires pour limiter les coûts de production des biens exportés) est qu'à l'époque le prix du blé en France était inférieur aux prix pratiqués dans presque tout le reste de l'Europe. Rendre la liberté au commerce des grains, cela signifie donc essentiellement, en ce temps-là, rétablir les exportations des céréales, et par conséquent permettre aux prix français du blé de rejoindre les prix européens.

Conclusion

Les physiocrates donnent une première analyse du système économique sur le modèle des sciences de la nature. La société est analysée à partir de la circulation des richesses, la mise en valeur de lois économiques, et la quantification. En fait, nous pouvons considérer ce courant comme un mélange de modernité (invention de la science économique) et de conformisme (culte de la nature rurale et de la terre + rapport de force en faveur des nobles).

Chapitre 05 : L'école classique

Introduction

Le courant classique du XVIII^{ème} siècle est caractérisé par une évolution radicale des mentalités, des valeurs, des techniques et des processus économiques. Il s'agit de ce que l'on appelle la première révolution industrielle ; son apparition initiale en Grande-Bretagne n'est pas étrangère au fait que la science économique restera pendant plus d'un siècle et demi sous domination britannique. Dans des sociétés où l'activité de production était auparavant principalement agricole, le commerce étant limité aux villes et aux échanges internationaux, la Révolution industrielle bouleverse la perception des relations sociales : désormais, l'activité économique est orientée vers le marché et l'organisation même de la production repose sur un échange marchand particulier, le salariat. Le développement de la doctrine libérale, en vertu de laquelle la concurrence sur les marchés est un mécanisme assurant à la fois l'efficacité économique et l'harmonie sociale, l'État devant se limiter (en dehors de ses fonctions régaliennes) à garantir la liberté économique de tous et d'abord des entreprises. De même que l'expansion de l'économie de marché, qui accompagnait la Révolution industrielle, constituait une rupture avec le commerce spécialisé et cloisonné des sociétés traditionnelles antérieures, la doctrine libérale s'inscrit d'abord en opposition à une vision interventionniste de l'État en matière économique. C'est en Angleterre, première grande puissance à l'époque, avec Adam Smith (1723-1790), Thomas Malthus (1766 - 1834), David Ricardo (1772 -1823) ; puis en France avec Jean Baptiste Say (1767 - 1832) que naît la pensée libérale classique. Dans ce chapitre nous allons développer les questions essentielles soulevées par les auteurs classiques sans prétendre pouvoir atteindre chaque détail dans un vaste courant de pensée riche par ses nombreux auteurs et ses nombreuses théories.

1. Les postulats de l'école classique

Malgré la diversité des auteurs et des idées, les économistes classiques parviennent à forger une analyse qui repose sur quelques grands principes. La réalité de la main invisible, les lois naturelles auxquelles pense Smith, sont celles du marché, supposé libre, sans réglementation ni taxation qui en fausseraient le jeu¹.

1.1. L'individualisme des agents économiques

L'individu est un être **rationnel**, il est le seul capable de juger et de décider ce qui est bon pour lui. L'interventionnisme de l'Etat, même à but louable, est donc pervers dans ses

¹ Pavoine J., Op.cit. Page 40.

conséquences. Chaque individu poursuit son intérêt particulier par la maximisation des satisfactions et la minimisation de l'effort.

1.2. L'affirmation de la liberté économique

Le modèle de *l'homo oeconomicus* justifie en retour le **libéralisme économique**. La propriété privée des moyens de production est une garantie de la liberté. Le marché constitue le régulateur le plus efficace de l'activité économique (on parle également de socialisation par le marché). La recherche de l'intérêt individuel permet de réaliser l'intérêt général car il existe une **main invisible** (le marché) qui guide les passions individuelles vers le bien de tous. Smith explique le rôle du marché en insistant sur l'égo de chaque individu¹ : « *Ce n'est pas la bienveillance du boucher, du marchand de bière et du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme ; et ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons, c'est toujours de leur avantage* ».

1.3. La permanence de l'équilibre économique

Un système économique conduit par le principe de la liberté économique tend naturellement vers l'équilibre. Lorsque celui-ci n'est pas réalisé, les prix s'ajustent à la hausse ou à la baisse. La Loi des débouchés de Jean-Baptiste Say stipule que : « *toute offre crée ses débouchés* », c'est-à-dire que l'offre crée une demande équivalente. Cependant, des hypothèses particulières² sont retenues pour valider cette loi :

- La monnaie est neutre ;
- La thésaurisation est exclue ;
- La concurrence régit tous les marchés ;
- Le progrès technique a des effets favorables à la fois sur la production sur l'emploi et sur la consommation ;
- Le consommateur est souverain ;
- L'entrepreneur est un agent économique rationnel.

2. Classiques optimistes et classiques pessimistes

Dans l'école classique, il y a une manière de classer les différents auteurs en deux catégories : les classiques optimistes et les classiques pessimistes³.

2.1. L'optimisme chez Smith et Say

2.1.1. La main invisible

¹ Bertrand Blancheton, « Sciences économiques », Dunod, Paris, 2009, page 22.

² Samuelson A., Op.cit. Page 98.

³ Ibid. Page 50.

L'harmonie des comportements humains n'est plus liée à un ordre naturel et divin, à la Providence, mais elle est le résultat inattendu, parce que non recherché, des comportements individuels libres et autonomes, individus à la recherche de leurs intérêts individuels. Peut-on faire confiance à des individus « égoïstes »? Est-ce là un fondement stable pour le fonctionnement de la société? La philosophie utilitariste fournit la réponse suivante: « *les vices privés font la vertu publique* », dit autrement la somme des intérêts particuliers est égale à l'intérêt général. Comment cela est-il possible? Par l'action d'une main invisible qui remplace la main de Dieu (la Providence). Pour Adam Smith c'est la division du travail qui pousse les individus à échanger, et l'échange à une vertu: il permet une coordination spontanée d'individus à la recherche de leurs intérêts particuliers. L'intérêt général, ce n'est que la somme des intérêts particuliers. La réponse du libéralisme politique consiste à mettre en place un Etat de droit; la réponse du libéralisme économique consiste à laisser faire les individus (échanges libres, rôle du marché, importance de la concurrence pour empêcher l'existence de pouvoirs de marché). Le libéralisme s'oppose donc à l'idée selon laquelle il est nécessaire d'avoir un Etat fort pour faire « tenir » la société.

2.1.2. La division du travail chez Smith

Smith a visité une manufacture où l'on fabriquait des épingles. Dans la production ce petit objet en apparence si simple, il a admiré la complexité de la spécialisation des tâches. Et le premier livre chante la division du travail. D'autre part, Smith célèbre les bienfaits non seulement de la spécialisation technique des tâches, mais surtout de la division économique des entreprises qu'il explique par une propension naturelle à l'échange, caractéristique selon lui de l'espèce humaine. Avec l'école classique, la science économique deviendra la science des échanges, ou comme on dit parfois « catallactique ». Les richesses, pour lui, cela ne veut pas dire de l'argent, mais des biens. Pour Smith, il y a une double relation entre la division du travail et l'échange et il existe un effet retour entre les capitaux avancés et la division du travail¹.

- D'une part, le principe qui est à la base et qui donne lieu à la division du travail est l'échange. « Cette division du travail ... est la conséquence nécessaire ... d'un certain penchant naturel à tous les hommes : c'est le penchant qui les porte à trafiquer, à faire des trocs et des échanges d'une chose pour une autre richesse »² ;

¹ Ibid. Page 56.

² Ibid.

- D'autre part, la division du travail, produit de l'échange, élargit à son tour le taux de l'échange, c'est-à-dire concrètement l'étendue du marché. Elle engendre ainsi une société fondée sur l'échange, une « société commerçante » dans laquelle chaque homme subsiste ou devient une espèce de marchand et la société elle-même est proprement une société commerçante.

2.1.3. La loi des débouchés de Say

La loi des débouchés de Jean-Baptiste Say est formulée de la manière suivante : « *les produits s'échangent contre des produits et l'offre crée sa propre demande* »¹. Pour Say dans *Le Traité d'économie politique* (1803), l'économie enseigne comment se forment, se distribuent et se consomment les richesses qui satisfont aux besoins des sociétés». En d'autres termes, l'économie étudie la production, la consommation et la répartition des richesses. Il existe un agent économique qui permet d'augmenter la taille des marchés, c'est l'entrepreneur-producteur. Il augmente l'offre et permet plus de croissance. La Loi de Say énonce l'idée selon laquelle, toute offre crée sa propre demande. La production nécessite des facteurs de production qui sont rémunérés parce que la production est vendue, or pour vendre la production, il faut que ces revenus tirés de la production soient consommés et (épargnés puis) investis. Dans le cadre de cette analyse, Say prolonge l'idée smithienne de la main invisible: « *le marché est l'institution la plus efficace pour chercher le bonheur de tous* » et l'idée physiocrates de flux à travers un circuit. Ce qui découle de la loi de Say, c'est l'idée selon laquelle l'allocation par le marché ne peut jamais connaître de crise.

2.2. Le pessimisme chez Ricardo et Malthus

2.2.1. La loi de la population de Malthus

Il existe un rythme très différent d'évolution entre la population et les subsistances selon Malthus². La population progresse selon une loi géométrique alors que les ressources alimentaires n'augmentent qu'en progression arithmétique. Dans ces conditions, il existera un déséquilibre croissant entre une population en hausse rapide et des ressources qui progressent plus lentement. Le schéma de la perspective malthusienne est célèbre. L'instinct qui pousse les hommes à se reproduire est impérieux. Si le rythme de la reproduction reste constant, la population tend à s'accroître selon une progression géométrique. Or, les subsistances ne sauraient croître aussi rapidement, au mieux selon une progression arithmétique. Il y a donc une tendance constante de la population à devancer

¹ Roux V. Op.cit. Page 57.

² Ibid. page 54.

les progrès des subsistances. Malthus écrit: « *un homme qui naît dans un monde déjà occupé, si sa famille ne peut le nourrir, ou si la société ne peut utiliser son travail, n'a pas le moindre droit à réclamer une portion quelconque de nourriture; il est réellement de trop sur la terre. Au grand banquet de la nature, il n'y a pas de couvert mis pour lui. La nature lui demande de s'en aller, et elle ne tarde pas à mettre elle-même cet ordre à exécution* ». C'est Malthus qui, le premier, a montré dans l'activité économique une lutte entre les hommes avides et la nature avare où les théoriciens les plus modernes voient encore le principe spécifique de notre discipline.

2.2.2. L'état stationnaire chez Ricardo

Ricardo est l'auteur classique qui construit le système le plus logique et le plus cohérent à l'appui de positions précises sur les problèmes concrets de son temps¹. Dans ses *Principes de l'économie politique et de l'impôt* qui paraîtront en 1817 on distingue deux parties. D'abord une analyse de l'économie interne, qui est essentiellement une théorie dynamique de la répartition, inspirée surtout de Malthus et pénétrée de pessimisme. Ensuite, une doctrine du commerce extérieur, radicalement libre échangiste, qui repose sur une théorie statique des échanges internationaux, que Smith inspire et qui respire l'optimisme. La théorie ricardienne de l'économie interne est presque exclusivement une théorie de la répartition des revenus. Si Ricardo se préoccupe presque exclusivement de la répartition des richesses, c'est surtout pour en supputer l'avenir. Il est certain, d'abord, que le salaire ne saurait rester longtemps inférieur au minimum nécessaire à la subsistance ouvrière: car cette situation provoquerait une certaine mortalité ouvrière; l'offre de travail en serait réduite et le salaire tendrait à remonter. Mais pourquoi le salaire ne pourrait-il demeurer au-dessus du minimum nécessaire à la subsistance ouvrière ? Serait-ce qu'une augmentation de l'offre de travail s'ensuivrait nécessairement, provoquant une baisse des salaires? Oui pour Ricardo, parce que Ricardo accepte la doctrine de Malthus; parce qu'il croit à la nécessaire pression de la population sur les subsistances. La loi ricardienne des salaires repose sur le principe malthusien de la population. Le profit est le revenu du capitaliste. Le profit est égal à la différence entre le coût et le prix. Pour qu'il y ait profit, il faut donc qu'il y ait un excédent du prix sur le coût. Pour expliquer ce revenu sans travail qu'est le profit, il faut recourir à la valeur-travail. Une table qu'il a fallu une journée de travail pour construire vaut, en travail, une journée. Mais le salaire d'une journée de travail ne vaut pas une journée de travail. Il vaut le nombre d'heures de travail nécessaire pour

¹ Samuelson A., Op.cit. Page 71.

produire la subsistance d'un ouvrier pendant une journée. Entre ces deux quantités de travail totalement indépendantes l'une de l'autre, il y a la place pour une différence : le profit du capitaliste. La rente de chaque terre cultivée correspond exactement à l'économie de travail qu'entraîne l'excédent de sa fertilité sur celle de la terre moins fertile effectivement mise en culture. Ainsi, le revenu foncier, pour Ricardo, est un revenu différentiel. La rente témoigne de la rareté des terres fertiles. La population augmente: il en résulte que de nouvelles terres, moins fertiles, devront être emblavées. La valeur du blé s'élèvera et toutes les terres verront leur rente s'accroître. Le prix du blé s'élevant, les salaires, dont la norme est une quantité fixe d'aliments devront s'élever eux aussi. Ils s'élèveront en valeur nominale, sans que la condition ouvrière soit améliorée. Ce qui baisse se sont les profits. Le capitaliste paie plus cher son propriétaire, il paie plus cher le blé qu'il consomme, il paie plus cher ses ouvriers, tandis que la valeur de ses produits n'a pas de raison de changer. Le profit est progressivement comprimé dans un étai qui se resserre sans cesse. Ricardo pose une loi tendancielle de la baisse continue des profits. Quand la hausse des salaires aura absorbé une part telle des profits que ceux-ci seront désormais insuffisants pour stimuler l'esprit d'entreprise, l'évolution devra s'arrêter. La loi des rendements décroissants¹ de Ricardo décrit une tendance globale des économies, dans le long terme et à grande échelle, et non pas des problèmes techniques concernant l'organisation du travail dans l'entreprise.

2.2.3. Le libre-échange chez Ricardo

La doctrine ricardienne des échanges extérieurs est toute smithienne d'esprit dans la mesure où le commerce extérieur est un moyen d'intensifier la division du travail. Elle illustre le principe de l'harmonie naturelle des intérêts; mais sa forme hypothétique, logique, rigoureuse, porte bien la marque de son auteur. Ricardo entreprend une apologie serrée du libre-échange. Lui objecte-t-on que l'Angleterre produit toutes choses à des coûts réels plus élevés que ses concurrents? Ricardo répond par sa célèbre théorie des « coûts relatifs »², et démontre que même un pays handicapé pour la fabrication de toutes les marchandises n'en a pas moins intérêt à se spécialiser dans les productions où il l'est le moins, à s'approvisionner à l'étranger des autres marchandises. Ainsi les intérêts de toutes les nations convergent: le commerce international est avantageux pour les unes comme pour les autres. Craint-on que le libre-échange ne fasse sortir d'Angleterre l'or qui s'y trouve, jusqu'à l'épuisement (c'est le vieux cauchemar des mercantilistes)? Ricardo répond

¹ Pavoine J. Op.cit. Page 52.

² Samuelson A., Op.cit. Page 111.

par la théorie de l'équilibre automatique de la balance des comptes. Un déficit permanent de la balance est inconcevable. Si l'Angleterre commence par importer plus de marchandises qu'elle n'en exporte, l'or sortira d'Angleterre, et affluera chez ses fournisseurs. Mais il en résultera, en vertu de la théorie quantitative de la monnaie, une baisse des prix et des salaires anglais, une hausse des prix et des salaires dans les nations voisines. Par-là les exportations anglaises seront encouragées, les importations découragées. L'équilibre tendra à se rétablir lui-même. Telles sont les deux grandes lois sur lesquelles Ricardo fonde sa revendication de l'abolition des droits de douane. Les lois du commerce international ne sont point seulement une théorie : mais une arme, que Ricardo brandit au Parlement, et qu'après lui ses disciples manieront contre le protectionnisme; elle emportera la victoire en 1846, et fera de l'Angleterre la patrie du libre-échange.

3. La théorie de la valeur chez les classiques

Il faut observer que le mot valeur a deux significations différentes¹. Quelquefois il signifie l'utilité d'un objet, et quelquefois il signifie la faculté que donne la possession de cet objet d'en acheter d'autres marchandises. On peut appeler l'une valeur en usage, et l'autre valeur en échange.

3.1. La valeur chez Smith

Pour déterminer comment se fixe la valeur d'une marchandise, Smith montre qu'il est nécessaire de distinguer la valeur d'usage et la valeur d'échange. La valeur d'usage est liée à la satisfaction que la marchandise procure au consommateur. Elle est donc subjective, spécifique à chaque bien. Il montre que la valeur d'usage ne peut servir de fondement robuste à la théorie de la valeur. Il s'appuie pour cela sur le paradoxe de l'eau et des diamants: la valeur d'usage de l'eau est importante mais comme elle demande très peu de travail pour être obtenue, sa valeur d'échange est nulle alors que c'est l'inverse pour le diamant. La valeur d'échange, pour sa part, détermine les conditions dans lesquelles une certaine quantité d'une marchandise peut être échangée contre une quantité déterminée d'une autre marchandise; c'est une conception objectivée de la valeur. Plus précisément, pour Smith, la valeur d'échange est un pouvoir d'acquisition d'autres marchandises: elle détermine ainsi le prix relatif entre deux marchandises. Smith considère que le fondement économique de la valeur d'échange est la quantité de « travail commandé » nécessaire à la production de la marchandise. Smith place ainsi l'échange au centre de son raisonnement:

¹ Ibid. Page 58.

la valeur d'une marchandise dépend d'une capacité d'achat. Ainsi, « la richesse est un droit de commandement sur le travail d'autrui ou sur le produit de son travail »¹.

3.2. La valeur chez Ricardo

Ricardo complète la théorie de la valeur travail. L'évaluation du prix d'un bien est bien déterminée par le travail nécessaire pour le fabriquer. Mais il y ajoute également le **travail incorporé** qui est nécessaire à la fabrication des biens de production. La valeur des biens industriels reproductibles est fondée sur la quantité de travail qu'ils incorporent: « La valeur des marchandises se trouve modifiée, non seulement par le travail immédiatement appliqué à leur production, mais encore par le travail consacré aux outils, aux machines, aux bâtiments qui servent à les créer »².

3.3. La valeur chez Say

A l'opposé de la conception objective de la valeur, une conception subjective est développée par Say. Ainsi, Pour lui, le principe de la valeur n'est point le travail mais l'utilité. Une perle trouvée par hasard sur la plage ne représente aucun travail. Elle a de la valeur parce qu'elle est utile: c'est-à-dire parce qu'elle répond à un désir des hommes. Mieux pourtant que la thèse anglaise de la valeur-travail, la doctrine de la valeur-utilité de Say désigne à la pensée économique les chemins de son avenir.

4. Le rôle de l'Etat chez les classiques

Adam Smith considère que l'homme, loin d'être un loup pour l'homme, est un être social qui recherche d'abord à se rendre sympathique et à faire approuver ses comportements par ses proches. Dans ce cadre, un Etat fort et autoritaire n'est pas nécessaire car il y a peu de comportements asociaux à réprimer. Chez Smith, l'analyse de l'État est intégrée aux mécanismes d'une économie de marché. L'État doit d'abord exercer ses fonctions régaliennes³ :

- la défense nationale ;
- la justice et la police.

De manière plus originale et analytique, Smith pense qu'il revient également à l'État de prendre en charge la fourniture de biens publics, « de créer et de maintenir les institutions publiques et les édifices et travaux publics qui, bien qu'ils soient du plus haut degré d'intérêt pour la société, sont d'une nature telle que l'obtention d'un profit ne peut jamais couvrir les dépenses d'un individu ou d'un petit groupe d'individus, et qu'en

¹ Ibid. Page 59.

² Blancheton B., Op.cit. Page 24.

³ Ibid. Page 23.

conséquence on ne peut s'attendre à ce qu'ils les installent ou les entretiennent. La réalisation de ce devoir nécessite à des degrés différents des dépenses qui varient selon les stades de développement des sociétés. En certaines circonstances l'instauration de droits de douanes par l'État peut se justifier :

- en présence d'industries stratégiques pour la défense nationale ;
- pour compenser d'éventuelles taxes à l'exportation et rétablir une compétition équitable entre industries nationale et étrangère.

Pour financer ses fonctions, l'État doit lever des impôts. L'impôt doit, selon lui, être fonction des capacités contributives des individus et/ou des bénéficiaires qu'ils retirent des dépenses publiques. Smith recommande une gestion équilibrée des finances publiques.

Conclusion

La délimitation de la période classique n'est pas chose aisée à établir vu la diversité des auteurs et des pensées qui ont marqué cette période. Toutefois, deux conceptions s'opposent, une définition étroite ne retient que les défenseurs du libéralisme économique ; alors qu'une approche plus large considère que tous les économistes de cette période de l'histoire, des libéraux réformistes et socialistes sont des classiques. Dans cette dernière acception, Karl Marx apparaît comme le dernier des classiques. Dans le premier cas, on parle plus volontiers d'*école classique*, alors que dans le second on se réfère à la *période classique*. Il est primordial d'avertir le lecteur que les auteurs classiques possèdent une certaine communauté de pensée qui justifie leur regroupement dans une même catégorie. La diversité des courants de pensée qui ont marqué la période 1776-1871 permet de mieux cerner les débats, les échanges et l'état de la pensée économique.

Chapitre 06 : Marx le dernier des classiques

Introduction

Les socialistes émettent des critiques radicales dans leur approche : ils sont indignés face à la misère due à l'exploitation engendrés par le capitalisme. Il y a plus d'exploité que les rares exploités. La société capitaliste crée des inégalités de richesse et de statuts. Pour eux la solution réformiste est une demi-mesure contribuant à pérenniser les inégalités les plus graves : statuts, droits, richesse. La lutte des inégalités doit être prioritaire, et la solution ne doit donc pas être réformiste mais radicale (transformation de la société). Le socialisme scientifique de Marx veut corriger les socialistes utopiques qui n'ont pas une vision scientifique. Pour Marx, l'évolution de la pensée et de la société humaine, suit une course dialectique. Plusieurs modes de productions (féodalisme, esclavagisme, capitalisme...) se succèdent. Chaque mode se heurtant à un moment donné aux contradictions entre les institutions et les forces productives, qui trouvent leur résolution dans le mode qui leur succède. À terme, ces contradictions doivent, par l'action consciente de l'Humanité (et du prolétariat en particulier), se réconcilier dans une synthèse : le communisme. L'objet de ce chapitre n'est pas d'exposer la vision philosophique de Marx, mais démontrer en quoi sa pensée constitue un prolongement de l'école classique anglaise. La pensée de Marx présente des points communs avec les travaux de Ricardo. En revanche, elle s'oppose très nettement au courant classique français représenté par J.B. Say. Karl Marx (1818-1883) échappe aux classifications habituelles dans la mesure où son œuvre aborde la réalité sociale de façon globale¹. C'est à la fois une vision historique, économique, politique, sociologique et même philosophique.

1. Le matérialisme historique et la lutte des classes

Pour Marx, les hommes, dans la production sociale de leur existence, entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ; ces rapports de production correspondent à un degré de développement donné de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base réelle, sur quoi s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le procès de vie social, politique et intellectuel en général². Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine la réalité; c'est au contraire la réalité

¹ Roux V. Op.cit. Page 67.

² Marx K. « Contribution à la critique de l'économie politique », V. GIARD & E. BRIERE LIBRAIRES EDITEURS, Paris, 1909, page 03.

sociale qui détermine leur conscience. A un certain stade de leur développement les forces productives de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété à l'intérieur desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes évolutives des forces productives qu'ils étaient, ces rapports deviennent des entraves de ces forces. Alors s'ouvre une ère de révolution sociale. Pour Marx ce sont les luttes des classes¹ qui sont le moteur de l'histoire, la clé explicative des grands bouleversements qui font passer d'un mode de production à l'autre. Il distingue plusieurs classes sociales, mais toutes ces classes n'ont pas le même rôle historique. Seule l'opposition entre les bourgeois et les prolétaires suffit à rendre compte de la logique du système capitaliste. Marx affirme que dans le mode de production capitaliste, il y a séparation radicale du producteur avec les moyens de production. Dans cette société de libre concurrence, l'individu apparaît comme détaché des liens de la nature, lesquels aux époques antérieures de l'histoire font de lui une partie intégrante d'un conglomérat humain déterminé, délimité. Pour les prophètes du XVIII^e siècle, qui portent sur leurs épaules Smith et Ricardo, cet individu du XVIII^e siècle le produit d'une part de la dissolution des formes de société féodales, d'autre part des forces productives nouvellement développées depuis le XVI^e siècle apparaît comme un idéal dont l'existence appartient au passé. Non pas comme un résultat historique mais comme le point de départ de l'histoire².

2. La théorie de la valeur chez Marx

Dans la démarche de Marx la théorie de la valeur a pour objet d'expliquer l'exploitation capitaliste³. Pour lui toutes les marchandises ont à la fois des valeurs d'usage et des valeurs d'échange. Comme Ricardo, Marx considère que la valeur d'un objet est proportionnelle à la quantité de travail qu'il incorpore. Une marchandise est donc une valeur travail. Mais Marx est bien conscient qu'on pourrait lui objecter que, le travail d'un manoeuvre n'est pas comparable avec celui d'un ouvrier très qualifié ou d'un ingénieur, il est impossible de quantifier le travail contenu dans une marchandise. Autrement dit, le travail n'étant pas homogène, il ne pourrait pas constituer un étalon. Pour lever cette difficulté due aux différences qualitatives du travail et pour qu'il soit un bon instrument de mesure de la valeur, Marx précise que la valeur d'une marchandise doit être mesurée par le

¹ Pavoine J. Op.cit. Page 83.

² Marx K. Op.cit. Page 306.

³ Samuelson A. Op.cit. Page 344.

« **temps de travail socialement nécessaire** »¹. C'est la durée de travail que la production nécessite en moyenne compte tenu des conditions d'habileté et du niveau de développement de la société. Donc, le travail qui permet de mesurer la valeur est un « travail abstrait » différent du « travail concret » qui a effectivement servi à produire le bien considéré. Pour parfaire son analyse de la valeur travail, Marx distingue aussi le « travail direct » et le « travail indirect » ou « travail mort ». Le premier est celui du ou des ouvriers qui ont participé à la fabrication de la marchandise. Le second est celui qui est incorporé dans tous les équipements, les machines, les articles consommés dans l'acte de production de la marchandise. Le travail humain n'est pas, en effet, le seul facteur de production. Elle exige aussi du capital et des consommations intermédiaires. Or, ces moyens de production sont eux-mêmes le résultat d'un travail qui a été réalisé au cours des phases antérieures à la production de la marchandise. La valeur d'un objet se compose donc du travail direct que sa production a nécessité et du travail indirect qu'a nécessité la fabrication des machines, outils et fournitures utilisées au cours de sa production. Le travail est donc à la fois le fondement et la mesure de la valeur. Mais là ne réside pas l'originalité de l'apport de Marx car, sur ce point, il ne fait qu'approfondir la théorie de Ricardo. Sa principale innovation réside dans l'application de la loi de la valeur à une marchandise particulière, la force de travail. Cette expression désigne « l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme, dans sa personnalité vivante, et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles » (Marx, *Le Capital*, Livre 1). La force de travail, comme toute marchandise, est une valeur d'usage car, quand elle est mise à la disposition d'un capitaliste, elle a une utilité, elle permet de créer des produits et de la valeur. Elle est aussi une valeur d'échange qui s'exprime par le salaire. Marx assimile ainsi le salariat à un achat par le capitaliste, non du travail du salarié, mais de sa force de travail ou de sa capacité à travailler. En effet, dans le système du salariat, les travailleurs sont contraints de vendre à des employeurs leur force de travail pour, en échange, percevoir un salaire et survivre. Comment est fixé le niveau du salaire dans une économie? Rappelons que le salaire est pour Marx le prix de la force de travail et que celle-ci est une marchandise. Donc, comme toute marchandise, la force de travail est payée à sa valeur d'échange. Autrement dit la valeur de la force de travail est la quantité de travail socialement nécessaire pour produire cette force de travail, c'est-à-dire pour produire les biens et services dont l'ouvrier a besoin pour vivre et faire vivre sa famille. Le salaire doit

¹ Ibid. Page 334.

en effet permettre l'entretien et le remplacement de la force de travail, c'est-à-dire qu'il doit être suffisant pour faire vivre le travailleur, sa famille et ses enfants.

3. La plus-value

Marx explique qu'au cours du processus de production, l'ouvrier vend sa force de travail et perçoit un salaire. Il travaille et crée des marchandises dont la valeur est supérieure à celle de sa rémunération (sur-travail). L'emploi de la force de travail donne aux capitalistes, la possibilité de s'approprier une plus-value. Les salariés, eux, sont privés d'une partie des richesses qu'ils ont créées, ils sont spoliés et exploités. C'est pourquoi les intérêts de la bourgeoisie et du prolétariat sont contradictoires. Les profits des uns s'obtiennent par l'exploitation des autres. L'usage de la force de travail est, pour Marx, l'unique source de la plus-value, même si la production exige, outre le travail humain, des machines, des outils ou des matières premières. Il considère que ces autres facteurs de production ne contribuent pas de la même façon à la création de valeur lors du processus de production. Pour lui, seul l'ouvrier crée plus de valeur qu'il n'en coûte. En revanche, la valeur des autres moyens de production est uniquement transmise au cours du processus de production aux marchandises nouvellement créées. Si on utilise une livre de coton qui coûte un shilling, son utilisation ajoute au produit une valeur de 1 shilling. Cette valeur de 1 shilling est une simple reproduction, non une création. On peut appliquer le même raisonnement à une machine de 1000 livres qui s'userait en 1000 jours. Son emploi quotidien transmet une valeur d'une livre. Marx distingue ainsi le capital variable et le capital constant. Il appelle capital variable la partie du capital des entreprises qui sert à rémunérer la force de travail, qui sert au paiement des salariés. Cette partie du capital contribue en effet à faire varier, en l'occurrence à faire augmenter, la valeur totale. Il appelle capital constant la partie du capital des entreprises qui correspondent aux machines, aux consommations intermédiaires, car elle n'est pas créatrice de la valeur.

4. Les contradictions internes du capitalisme

4.1. L'accumulation du capital

L'accumulation du capital est le processus qui permet d'augmenter le stock de capital initial par l'investissement, c'est-à-dire par l'utilisation productive d'une partie de la plus-value réalisée. Plus le capitaliste transforme en capital une partie importante de sa plus-value, plus l'accumulation sera forte et plus il s'enrichira. Pour pouvoir accumuler du capital, il doit vendre ses marchandises et retransformer en capital une partie de l'argent ainsi obtenu. Par conséquent, il ne doit pas consommer pour ses propres besoins l'intégralité de sa plus-value. Il ne peut en faire qu'une consommation partielle pour

procéder à un réinvestissement. Selon Marx, l'accumulation du capital se fait le plus souvent avec une diminution de la composition organique du capital. Par exemple, les entreprises se concentrent et se mécanisent. Elles substituent du capital constant au capital variable. Leur demande de travail baisse donc tandis qu'augmente le chômage. Il y a alors un excès de travailleurs par rapport aux besoins de l'économie. Marx qualifie cette surpopulation de relative. L'adjectif relatif s'oppose à celui d'absolu qu'utilisait Malthus pour caractérisait la surpopulation quand le nombre d'habitants d'un pays excède les moyens de subsistance disponibles. La surpopulation relative s'explique, elle, par l'accumulation importante du capital qui ne permet plus d'utiliser toute la population active. Elle contribue d'ailleurs à son tour à l'accumulation puisqu'elle a créé une « armée de réserve industrielle » qui fait baisser les salaires, qui donc fait augmenter la plus-value et ainsi les possibilités d'investissement.

4.2. La baisse tendancielle du taux de profit

Le capitalisme connaît, comme les classiques l'avaient perçu, une tendance à la baisse du taux de profit. La définition du taux de profit permet à Marx de définir son évolution tendancielle. Nous savons que du fait de la concurrence, le capitaliste doit recourir aux innovations techniques et les incorporer à son organisation, qu'il est conduit à accroître la part de son capital constant. Proportionnellement, il augmente ainsi plus vite que le capital variable. Or, seul le capital variable est créateur de valeur. Donc, l'accumulation du capital fait augmenter la masse totale du profit, mais fait diminuer le taux de profit. En effet, si v et si pl/v restent stables, l'augmentation de c conduit à une décroissance du rapport $pl/(c+v)$. Le taux de profit baisse donc au fur et à mesure de la modification de la composition organique du capital. Marx exprime ainsi sa loi: « *La croissance progressive du capital constant, par rapport au capital variable, doit avoir nécessairement pour résultat une chute graduelle du taux de profit général, à supposer que les taux de plus-value ou d'exploitation du travail par le capital restent constants.* » C'est pour Marx une loi économique très importante puisqu'elle lui permet de montrer que le système capitaliste devient à terme un obstacle au développement économique. Il est condamné à s'autodétruire du fait même de ses propres lois de fonctionnement.

Conclusion

Il faudrait souligner que l'œuvre de Marx en économie politique a eu un prolongement considérable et a inspiré plusieurs auteurs qui en donnent naissance au marxisme. En effet, le marxisme renvoie à une doctrine et un ensemble de propositions fondamentales qui ont été tirés de l'exégèse des travaux de Marx. On pourrait inclure dans

le courant marxiste les travaux de Rosa Luxemburg, de Lenine, de Karl Kautsky, de Louis Althusser, et de nombreux autres penseurs. Ces travaux sont fortement teintés de l'idéologie communiste qui n'est pourtant qu'une partie de l'œuvre de Marx. Son œuvre *Le Capital* reste une référence incontournable dans le champ des sciences économiques. Son analyse des crises reste pertinente du point de vue de la suraccumulation du capital et des problèmes de débouché. Sa vision du commerce international est encore valable lorsque l'on voit les pays les plus développés s'enrichir en exploitant des travailleurs étrangers, notamment en Asie. Toutefois, la vision d'une dichotomie de la société semble avoir été remise en cause par l'émergence de la classe moyenne aujourd'hui.

Chapitre 07 : L'école Néoclassique

Introduction

L'œuvre des néoclassiques consiste dans l'approfondissement et l'aménagement du courant classique initié par Adam Smith à partir de 1776. Leur originalité est la découverte de la notion d'utilité marginale¹. Dans cette pensée, l'élément central de la réflexion économique est le marché. En effet, l'économie théorique a été renouvelée par la découverte en 1871 de la notion d'utilité marginale. Cette découverte a été faite à peu près simultanément, en trois pays différents, et tout à fait indépendamment les uns des autres: l'Anglais Stanley Jevons, le Français Léon Walras (qui enseignait à Lausanne); et le professeur viennois Karl Menger. Un individu qui consomme plusieurs doses successives d'un même bien économique trouve à la consommation de chacune d'elles une satisfaction décroissante; or, c'est la satisfaction que procure la dernière dose consommée (la moins utile) qui détermine la valeur du bien. Tel est le principe qui domine toute la théorie économique moderne. Il renouvelle toutes les perspectives de la pensée économique. Les controverses désormais n'ont plus de raison d'être, qui opposaient jusqu'alors les partisans de la valeur utilité (comme Jean-Baptiste Say), les partisans de la valeur travail (Ricardo) et les partisans de la valeur rareté (Auguste Walras). Il n'y a plus à choisir entre ces différents fondements de la mesure de la valeur, puisqu'un seul concept les inclut tous les trois. L'utilité marginale, c'est en effet une mesure psychologique de la valeur; mais qui dépend de la quantité de produits consommés; laquelle dépend elle-même de leur coût (dont le travail). A partir de la découverte marginaliste, on peut considérer comme résolu le problème de la valeur. Et la théorie économique est dotée d'un instrument nouveau, aux destinées incalculables: l'analyse à la marge. Les néoclassiques définissent la société comme des individus différents les uns des autres, contrairement aux classiques qui définissent trois classes. Les néoclassiques « *rejettent purement et simplement la division de la société en classes sociales* »².

1. Le marginalisme : un changement de paradigme

1.1. La rupture épistémologique

Au XIX^{ème} siècle l'économie se veut politique : elle est déterminée par les rapports sociaux et de production. Ceci pose problème en ce sens que le discours politique peut être utilisé à des fins démagogiques. À partir de 1870, les économistes veulent raisonner comme en physique, et avec les néoclassiques l'économie devient une science des choix

¹ Roux V. Op.cit. Page 75.

² Kheladi M. Op.cit. Page 133.

efficaces le raisonnement à la marge constitue leur méthode¹. Pour faire de l'économie une véritable science, ils préconisent :

- Utiliser les mathématiques comme mode d'expression et de raisonnement ;
- Mettre en valeur des lois, des relations fonctionnelles et les quantités ;
- Vérifier expérimentalement par les statistiques et l'économétrie.

1.2. L'individualisme méthodologique

À la base du courant néoclassique, il y a d'abord une approche heuristique² : l'individualisme méthodologique qui consiste à étudier le comportement d'un agent économique et à passer au niveau macroéconomique par agrégation ou à postuler que cet agent est représentatif. Cet individu est rationnel, il est motivé par la recherche de son propre intérêt, il cherche à maximiser un bien-être matériel que l'on peut appréhender à travers la quantité de biens et de services à sa disposition. Il n'y a pas de coordination *ex-ante* des actions individuelles, cependant, par le truchement de la main invisible, l'allocation des ressources est efficiente. La recherche par chaque individu de son propre intérêt conduit à une situation collectivement optimale. La liberté de choix et la rationalité des agents, quant à l'utilisation des ressources, permet d'atteindre une **situation optimale au sens de Pareto** (à l'équilibre, on ne peut pas accroître la satisfaction d'un individu sans réduire celle d'un ou plusieurs autres individus).

1.3. Une analyse dichotomique

L'analyse néoclassique pose le principe de la **neutralité de la monnaie**, d'une séparation entre sphère réelle et sphère monétaire. Seul le niveau général des prix se détermine sur le marché de la monnaie. La quantité de monnaie en circulation n'a aucun effet sur les variables réelles de l'économie. Une progression (ou une contraction) de la masse monétaire est sans conséquence sur la structure des prix relatifs, en particulier elle ne modifie ni le salaire réel, ni le taux d'intérêt réel, deux variables clefs qui assurent l'ajustement sur les marchés d'inputs. La conception du taux d'intérêt est d'ailleurs dite réelle au sens où ce taux se définit comme le prix de la renonciation à la consommation présente ; le taux d'intérêt est déterminé sur le marché des capitaux (pas sur le marché de la monnaie).

1.4. L'analyse marginaliste

Le point de départ des travaux marginalistes est l'étude du comportement du consommateur. Ils considèrent que le consommateur a des préférences (des goûts); qu'en

¹ Samuelson A. Op.cit. Page 130.

² Blancheton B. Op.cit. Page 32.

fonction de ses préférences, il cherche à obtenir la satisfaction la plus grande possible compte tenu de ses contraintes (contrainte monétaire, temps, etc.) ; qu'il est capable de réaliser un calcul coût-avantage qui lui apporte la satisfaction la plus grande possible. Ce calcul « des plaisirs et des peines » nécessite l'utilisation de deux hypothèses : d'une part, l'utilité retirée de la consommation d'un bien est décroissante avec la quantité consommée (loi de Gossen), et, d'autre part, le consommateur est rationnel. Si l'utilité est décroissante, cela signifie que plus l'individu consomme une quantité importante d'un bien, plus la satisfaction retirée par la dernière unité consommée baisse. Dit autrement, la valeur que le consommateur accorde à ce bien baisse et il sera prêt à payer un prix de moins en moins élevé pour en consommer davantage. En fonction des préférences du consommateur et des contraintes de budget (revenu et prix) il est donc possible de construire un modèle qui rende compte de son comportement. La construction de ce modèle s'appuie également sur l'hypothèse de rationalité. Cette rationalité est à la fois une rationalité cognitive: le consommateur sait exactement à l'avance les conséquences de tous ses choix possibles en termes de satisfaction, et une rationalité instrumentale: le consommateur utilise au mieux ses moyens. En combinant ces deux rationalités, l'agent économique fait les meilleurs choix possibles, c'est-à-dire ceux qui permet d'éviter tout gaspillage compte tenu 1) de l'objectif recherché; 2) des ressources (contraintes) à sa disposition. Les marginalistes se servent de la figure de, ce que l'économiste néoclassique Pareto va appeler plus tard « l'homo oeconomicus ». L'homo oeconomicus est celui qui, grâce, à un calcul rationnel sait le mieux utiliser ses moyens pour atteindre ses fins. On remarque que dans cette démarche les économistes ne cherchent pas à rendre compte des goûts (des préférences) qu'ils considèrent comme données exogènes au modèle (et éventuellement dont l'étude relève d'autres sciences sociales) mais à rendre compte du processus de décision. La question sur laquelle ils se penchent n'est pas « pourquoi mangent-ils des pommes ? » mais « comment prennent-ils la décision d'en manger plus ou moins (compte tenu du prix des pommes et de l'existence d'autres biens substituables comme les poires) ? ». Comme nous l'avons déjà souligné, pour rendre compte du comportement des agents économiques, les marginalistes utilisent des modèles mathématiques simplifiés qui expriment les préférences des individus et intègrent la contrainte budgétaire (revenu et prix des biens), à partir desquels ils mettent en place des calculs d'optimisation (maximisation de la satisfaction compte tenu de la contrainte budgétaire ou bien minimisation de la dépense compte tenu d'une contrainte de satisfaction attendue). Les marginalistes s'intéressent alors aux modifications de

comportements qui proviennent de variations d'un des éléments de la contrainte budgétaire : le prix d'un des biens ou le revenu.

2. L'équilibre Partiel et l'équilibre général

L'objectif de Walras est de déterminer le système de prix relatifs et de quantités échangées des biens lorsqu'une économie de concurrence pure et parfaite est à l'équilibre général. Cette caractérisation de l'économie recouvre trois aspects : Le premier est *la concurrence pure et parfaite*. La légitimité de cette hypothèse n'a rien à voir avec son réalisme. Il s'agit simplement de décrire l'économie d'une façon qui traduise par excellence la liberté des agents et leur égalité de statut dans leur capacité à contracter. La concurrence pure et parfaite se définit moins par ses conditions (grand nombre d'agents, libre entrée et sortie sur les marchés, homogénéité du bien, information parfaite etc.) que par ses conséquences : aucun agent individuel n'est supposé avoir d'influence sur les prix. Cela ne signifie pas qu'il soit inactif : il dispose d'une variable de contrôle, la quantité qu'il offre ou demande de chaque bien. Cela ne signifie pas non plus que, pris ensemble, les offreurs et demandeurs des biens n'ont pas d'influence sur leurs prix : au contraire, c'est leur rencontre qui les détermine. Mais aucun agent individuel n'a le pouvoir de fixer ou d'influencer le prix. Ce régime de concurrence se distingue de la concurrence imparfaite au sens le plus général, où, pour quelque raison que ce soit, un agent ou un groupe particulier d'agents peut, comme on dit dans la littérature moderne, « faire le prix ». Le deuxième aspect est *l'équilibre de marché*. Celui-ci est réalisé pour un bien lorsqu'il n'existe aucune force endogène susceptible de modifier le prix, qui est ainsi le prix d'équilibre. Puisque c'est le rapport entre l'offre et la demande du bien qui fait varier son prix, l'équilibre de marché se définit par l'absence d'une offre ou d'une demande excédentaire. Comme l'offre et la demande sur le marché d'un bien résultent de l'agrégation des offres et des demandes individuelles respectives, cette condition signifie que chaque agent est lui-même en équilibre, puisqu'il écoule exactement la quantité qu'il offre au prix d'équilibre ou obtient exactement la quantité qu'il demande à ce prix. Le troisième aspect est *l'équilibre général*. Il désigne l'état d'une économie dans lequel, non seulement tous les marchés sont en équilibre, mais encore leur *interdépendance* est explicitement analysée. Cette méthode diffère ainsi de l'analyse en équilibre partiel. En équilibre partiel, chaque marché est étudié *ceteris paribus*, sous l'hypothèse que tous les autres marchés sont et demeurent en équilibre, quoiqu'il arrive sur le marché considéré. La rationalité de l'agent individuel étant un choix sous contrainte, il va de soi qu'une offre ou une demande adressée à un marché a un effet sur les autres marchés. Mais l'on suppose qu'il est possible d'une part de séparer

cet effet (et donc aussi les effets que ce marché subit en provenance des autres), et d'autre part les phénomènes propres au marché considéré. Il en va tout autrement en équilibre général: les offres et les demandes dépendent de tous les prix (et revenus, qui sont eux-mêmes des prix) déterminés dans l'économie. Les équilibres de marché ne sont plus juxtaposés mais interdépendants.

3. L'équilibre de marché est un optimum de Pareto

L'équilibre de concurrence parfaite, après que les offres et les demandes aient été satisfaites, se traduit par une répartition des ressources entre les agents économiques. D'où la question, inévitable: cette répartition est-elle « bonne », d'une façon ou d'une autre ? La réponse est: oui, du moins si on compare les états de l'économie selon un critère précis, le critère de Pareto. A quelques réserves près, on peut même dire que les équilibres de concurrence parfaite sont des « optimums » selon ce critère (on dit alors qu'ils sont des *Optimums de Pareto*). Ils représentent par conséquent des affectations des ressources souhaitables, une *norme* vers laquelle il faut tendre. L'importance donnée à la concurrence parfaite – plus précisément, à ses équilibres – est alors justifiée par son rôle de norme : le modèle désigne ce qui doit être, et pas forcément ce qui est. Les équilibres de concurrence parfaite ne sont toutefois des optimums de Pareto que si certaines hypothèses sont vérifiées – essentiellement l'existence d'un système complet de marchés. Ainsi, ils ne le sont plus s'il existe des *effets externes* (ou des *externalités*). Dans une perspective normative, le théoricien s'intéresse alors aux politiques à mettre en œuvre pour pallier les inconvénients qui résultent de la présence d'externalités négatives – ou pour favoriser les externalités positives. Ce chapitre traite de toutes ces questions, dont les théoriciens néoclassiques disent qu'elles relèvent de l'« économie du bien-être » (*welfare economics*), le bien-être concernant ici la société dans son ensemble.

4. Les défaillances de marché

On dit qu'on est en présence d'effet externe ou d'externalité, lorsque les activités d'un (ou plusieurs) individu(s) ont un effet sur le bien-être (ou le profit) de certains autres, sans qu'il y ait de transactions délibérées, ou marchandes, entre eux. La présence d'effets externes implique une affectation des ressources sous-optimale au sens de Pareto. L'exemple de l'entreprise polluante permet d'en donner une illustration. Supposons que les personnes affectées par des émissions nocives se cotisent pour y mettre fin – ou pour les limiter –, en finançant la mise en place de filtres ou d'autres dispositifs appropriés. Si le gain en bien-être qui en résulte pour elles l'emporte sur la perte due au paiement de la cotisation, alors la situation des populations s'améliore, sans que celle de l'entreprise se

détériorer (puisque l'opération ne lui coûte rien). On parvient ainsi à une affectation des ressources supérieures, selon le critère de Pareto, y compris si la situation de départ est un équilibre de concurrence parfaite. Celui-ci n'est donc pas un optimum de Pareto. Dans les présentations usuelles de la théorie néoclassique, les effets externes sont présentés comme une « défaillance des marchés », puisqu'ils empêchent que l'équilibre de concurrence parfaite – assimilé au « marché parfait » – soit un optimum de Pareto. Dans une perspective clairement normative, l'attention porte alors sur les politiques à mettre en œuvre pour « rétablir l'optimalité ». Une façon de résoudre le problème des effets externes consisterait donc à « créer des marchés » là où il n'y en a pas, en attribuant un prix aux biens (nuisances) à l'origine de ces effets et en le faisant varier en fonction des offres et des demandes (de concurrence parfaite) qu'il suscite. Si ces biens ont, cependant, d'un traitement particulier, y compris sur le plan théorique, c'est forcément parce qu'ils sont d'une nature différente de celle des autres. Cette différence tient généralement au fait que de tels biens sont *collectifs*, car ils peuvent être utilisés (ou subis) simultanément par plusieurs individus (contrairement aux biens privés, qui sont consommés par une seule personne). L'air pur de notre exemple est un bien collectif, puisqu'un ciel pollué profite à tout le monde.

Conclusion

En conclusion, nous voudrions rappeler que les marginalistes de la première génération (Walras, Menger, Gevons) adhèrent tous à renforcer la confiance dans les marchés. Mais à la fin du XIX^{ème} siècle, la confiance est ébranlée par les nouveaux effets de la généralisation de l'industrie : les ouvriers réclament une réduction du temps de travail et pas une augmentation de revenu. Ils ne sont pas seulement des consommateurs mais des citoyens qui aspirent à du bien-être. L'Allemagne et le Japon pratiquent le dumping, la France et la Grande-Bretagne les accusent alors de concurrence déloyale. Le doute s'instaure alors sur les bienfaits du libre-échange. Par ailleurs, les marginalistes de seconde génération (Marshall, Pigou, Pareto) ouvrent le programme de recherche néoclassique de la concurrence imparfaite.

Chapitre 08 : Le courant keynésien (le Keynésianisme)

Introduction

Le keynésianisme est une école de pensée économique fondée par l'économiste britannique John Maynard Keynes. Pour les keynésiens, les marchés laissés à eux-mêmes ne conduisent pas forcément à l'optimum économique. En outre, l'État a un rôle à jouer dans le domaine économique notamment dans le cadre de politique de relance. Toutefois l'importance de ce rôle varie avec les courants keynésiens et avec les traditions étatiques des différents pays. Les courants dominants actuels sont la synthèse néo-classique nommée aussi néo-keynésianisme et la nouvelle économie keynésienne. Il faudrait souligner en introduction que l'analyse de Keynes a dans une certaine mesure les traits d'une synthèse car il rassemble dans une théorie générale des idées directrices et des outils analytiques empruntés parfois à des auteurs plus anciens ou à certains de ses disciples¹. La conception monétaire du taux d'intérêt était présente chez Locke, Law et Montesquieu. Malthus et Sismondi avaient cherché à remettre en cause la loi de Say, ils avaient aussi insisté sur l'importance de la demande dans la détermination de l'équilibre macroéconomique. Robertson a proposé la notion de trappe à la liquidité. Le multiplicateur est, quant à lui, un concept avancé par Kahn au seuil des années 1930. Keynes a vraiment été un homme de son temps au sens où il a pris position sur la plupart des grandes questions économiques². Nous allons faire de notre mieux, dans ce chapitre, afin d'explicitier les grandes lignes de la révolution keynésienne.

1. Le raisonnement macroéconomique

La théorie de Keynes est novatrice parce qu'elle généralise l'utilisation de la macro-analyse. Alors que les classiques et néoclassiques expliquent les mécanismes économiques à partir des décisions individuelles, Keynes prend en considération les décisions des groupes d'agents³. Il s'agit d'une analyse macroéconomique en termes de flux. C'est seulement la crise de 1930 qui a donné le branle à cette révolution scientifique que nous qualifions macroscopiste, et que la seconde guerre mondiale devrait précipiter et consommer. Alors que toutes les théories économiques antérieures étaient, surtout depuis Walras, axée sur l'idée d'équilibre, la « grande dépression » impose à l'attention son contraire: le déséquilibre. Le déséquilibre, dont la grande dépression offre à l'économiste le spectacle, est un déséquilibre global. Ce qui frappe l'observateur c'est le défaut

¹ Blancheton B. Op.cit. Page 34.

² Samuelson A. Op.cit. Page 411.

³ Roux V. Op.cit. Page 83.

d'ajustement d'un petit nombre de grandes masses, telles que le revenu distribué et la demande effective, la main d'œuvre disponible et l'emploi, l'épargne et l'investissement, etc... Le déséquilibre conjoncturel se présente comme un phénomène de masse. L'économiste lui cherchera une explication de type globaliste. Et l'on assiste alors à un complet retournement de la direction même de l'effort théorique. Depuis les classiques l'économiste s'était efforcé de forger des loupes de plus en plus grossissantes, afin de pouvoir saisir des phénomènes de plus en plus petits. Il entendait isoler l'atome de sa matière d'étude. Des classes d'agents économiques sur lesquelles raisonnait Ricardo à l'individu, seul centre de ses choix, héros des fameuses « robinsonnades » marginalistes. Or, voici que maintenant les perspectives se retournent de bout en bout. L'attention de l'économiste se transporte d'un seul coup de l'atome au cosmos. La réflexion du théoricien n'est plus située au plan de l'élément premier, mais au plan du tout. D'où la rentrée en scène au premier plan, d'un certain nombre de facteurs dont les théories des époques antérieures s'étaient surtout exercées à faire abstraction: le temps, la monnaie, la nation, l'intervention active de la puissance publique.

2. La révolution keynésienne

La théorie keynésienne a paru révolutionnaire par rapport à la pensée économique classique et néoclassique. Elle est d'abord la première à avoir marqué un tumulte entre une conception microéconomique et une conception macroéconomique. Certes les économistes du XIX^{ème} siècle raisonnaient sur l'économie entière et non sur des unités microéconomiques comme « l'homo oeconomicus » ou l'entreprise représentative. Mais pour eux, les lois économiques qui régissaient l'économie globale n'étaient que la totalisation de celles valables pour chaque unité économique. Keynes au contraire a montré le premier que les lois valables pour l'économie entière étaient d'une nature différente de celles qui gouvernent le comportement d'un sujet économique. La réduction des prétentions salariales d'un chômeur isolé, par exemple, peut conduire à son embauche, mais une baisse générale des salaires ne rétablit pas le plein emploi, car les entreprises, n'anticipant qu'une demande réduite, ne sont pas incitées à accroître leur demande de main d'œuvre. Keynes est donc le premier à avoir posé dans toute sa netteté le problème de l'agrégation, c'est-à-dire du passage des comportements microéconomiques aux lois macroéconomiques. La même attitude le conduit à considérer l'épargne, vertu privée, comme un vice au niveau collectif, car l'excès d'épargne réduit la demande effective et provoque le chômage. Keynes s'inspire de Malthus. Pour l'un comme pour l'autre, la dépression vient de ce que l'insuffisance de la consommation et l'excès d'épargne

empêchent la demande globale d'absorber toute l'offre. Mais ils divergent sur les remèdes: Malthus propose d'augmenter la consommation improductive, tandis que Keynes recommande d'accroître l'investissement, ce qui augmente le revenu et par contre coup la consommation. Marx lui aussi explique les crises économiques par la sous-consommation qui est la conséquence logique du système capitaliste qu'il condamne, alors que Keynes veut le sauvegarder. Il le dit clairement: « l'Etat n'a pas intérêt à se charger de la propriété des moyens de production ».

3. Demande effective et marché du travail

Pour Keynes, le salaire n'est pas seulement un coût, c'est aussi un déterminant important de la demande. Par ailleurs, pour Keynes, le mécanisme des prix sur le marché du travail n'aboutit pas usuellement au plein emploi d'où l'introduction de la notion de chômage involontaire. Le concept de demande effective signifie « ... le principe par lequel la théorie keynésienne détermine l'équilibre global de l'économie, c'est-à-dire la valeur prise à l'équilibre, entre autres, par le volume de la production et celui de l'emploi »¹. Pour les classiques, l'offre de travail par les salariés dépend du salaire réel w/p . S'il y a du chômage c'est que le salaire réel w/p (w salaire nominal et p indice des prix) est supérieur à la productivité marginale du travail appelée « PmL ». Le chômage ne peut être que volontaire c'est-à-dire venant du refus de travailler au nouveau salaire d'équilibre. Pour Keynes au contraire le refus des salariés de voir leur salaire baisser est finalement une bonne chose car elle évite une spirale déflationniste. Pour Keynes, les salaires nominaux w ne peuvent pas baisser pour plusieurs raisons :

- il y a une viscosité des salaires nominaux liés à la négociation des contrats;
- une baisse des salaires nominaux entraînerait une contraction de la demande qui provoquerait à son tour une baisse de la production.

Alors que pour Jean-Baptiste Say l'offre crée sa propre demande. Pour Keynes, une demande effective insuffisante va déterminer une offre qui ne correspondra pas à une situation de plein emploi. « Le seul fait qu'il existe une insuffisance de la demande effective peut arrêter et arrête souvent l'augmentation de l'emploi avant qu'il ait atteint son maximum ». De sorte que pour lui le chômage peut être involontaire. Toutefois Keynes ne récuse pas totalement la théorie classique. En effet, s'il ne croit, ni possible, ni souhaitable une baisse du salaire nominal w , la baisse du salaire réel w/p suite à une montée de l'inflation symbolisée par une hausse de p est pour lui possible. Cela conduira le courant de

¹ Samuelson A. Op.cit. Page 419.

la synthèse néo-classique à utiliser la courbe de Phillips dans le cadre d'arbitrages entre inflation et chômage

4. La consommation, une variable macroéconomique

Pour Keynes, la consommation dépend du revenu courant versé lors d'une période sachant que ce revenu est versé en contrepartie de la production et sachant que le revenu est strictement équivalent à la production. L'épargne est donc chez Keynes un résidu: le montant qu'il reste une fois que les dépenses de consommation du ménage ont été engagées. L'évolution de la consommation selon Keynes suit ce qu'il appelle « la loi psychologique fondamentale »: « *En moyenne la plupart du temps, les hommes tendent à accroître leur consommation à mesure que le revenu croît mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu* ». Cette loi peut être interprétée de différentes manières mais, pour comprendre cette dernière, il faut bien distinguer la propension moyenne à consommer (PMC) et la propension marginale à consommer (PmC). La première est la part consacrée en moyenne aux dépenses de consommation dans le revenu, la seconde est la part d'un revenu supplémentaire consacré aux dépenses de consommation.

5. Le rôle de l'incertitude et des anticipations

Le point de départ de Keynes consiste à expliquer la crise des années 1930 et le développement du chômage de masse; le « quotidien » de l'économie est marqué par des déséquilibres (chômage de masse). Cela l'amène à critiquer la loi de Say et le modèle d'équilibre des néoclassiques: si les marchés conduisent à terme à l'équilibre, en quoi cela est-il intéressant pour étudier les situations de déséquilibres, qui elles caractérisent le court terme? Keynes écrit: « *Dans le long terme nous serons tous morts. Les économistes se donnent une tâche par trop facile et inutile si dans une période tempétueuse, ils peuvent seulement nous dire que quand la tempête sera passée l'océan sera à nouveau calme* » (*Traité sur la monnaie, 1930*). Keynes s'appuie sur la notion d'anticipation des agents économiques. Les agents économiques vivent dans un univers incertain (incertitude radicale) ce qui nécessite de réaliser des anticipations sur l'avenir. Ces anticipations peuvent conduire les producteurs à être pessimistes: ils fixent alors leur demande anticipée (ou effective) à un niveau qui est inférieur à ce qu'il pourrait être avec des anticipations optimistes. Les objectifs de production sont donc donnés et en découle la quantité de main d'œuvre nécessaire. Cette quantité de main d'œuvre peut être différente de la quantité d'actifs disponibles: il existe alors un chômage (qualifié d'involontaire). C'est la situation d'équilibre de sous-emploi.

6. *Thésaurisation et utilisation de l'épargne des ménages*

Chez Keynes, il existe deux décisions individuelles vis-à-vis du temps. Tout d'abord la décision d'épargner en elle-même, qui conduit à déterminer le montant d'épargne et ne dépend pas du taux de l'intérêt, mais de la propension à consommer. Cependant, une deuxième décision concerne la manière d'effectuer ce transfert de pouvoir d'achat qui détermine la forme de l'épargne et fait intervenir le taux d'intérêt. Il existe de ce point de vue deux possibilités nettement opposées:

- transférer son épargne sous forme monétaire (conserver un droit de liquidité, autrement dit thésauriser);
- transférer son épargne sous forme d'actif financier: le transfert est alors conditionné par le prix auquel peuvent être cédés ces actifs financiers.

Dans l'esprit de Keynes, la détention de monnaie (pour elle-même) a donc un sens, et est une alternative radicale à la détention d'actifs financiers. Cela tient à ce que la monnaie est la liquidité par excellence. On comprend que le taux de l'intérêt ne sera plus, chez Keynes, la rémunération de l'épargne (le prix du renoncement à la consommation), comme dans la théorie classique, mais la rémunération de l'épargne financière (**le prix du renoncement à la liquidité**). En déplaçant le taux de l'intérêt de la première décision vis-à-vis du temps vers la deuxième décision, Keynes fait du taux de l'intérêt un phénomène purement monétaire. Précisément, le taux de l'intérêt n'est le prix de la renonciation à la liquidité que parce que les agents expriment une préférence pour la liquidité, et il n'a une valeur positive qu'à due proportion de l'importance de cette préférence. On comprend que mettre en avant cette explication revient à considérer la monnaie non plus seulement comme un moyen de transaction (ce qu'elle était chez les classiques), mais comme une réserve de valeur, et a priori comme une meilleure réserve de valeur que les titres financiers, pouvant justifier que les individus préfèrent la liquidité et exigent d'être rémunérés pour s'en détacher. L'analyse de la préférence pour la liquidité exige en l'occurrence, pour être justifiée, de faire intervenir une relation ignorée par les classiques, celle entre monnaie et incertitude: c'est parce que la détention de monnaie constitue une sécurité, qui compense l'aléa et l'incertitude de nos comportements et de nos spéculations concernant le futur, qu'elle est préférée à la détention d'actifs financiers: la monnaie a en effet cet avantage par rapport aux titres financiers, qui la définit comme la liquidité, c'est qu'étant l'unité de compte, sa valeur nominale future est connue avec certitude, ce qui n'est pas le cas de celle des titres. En outre, la détention de monnaie permet de faire face à

tout moment à n'importe quel engagement, d'honorer n'importe quelle dette, dans une économie où tous les contrats sont libellés en unité de compte.

7. L'intervention de l'Etat

Keynes avait une approche globale de l'économie, dans laquelle il prenait pleinement en compte les institutions. Ainsi, il jugeait nécessaire de limiter le pouvoir de la bourse qu'il avait assimilé à un « casino ». Keynes souhaitait également organiser le commerce et les échanges monétaires internationaux, ainsi qu'il avait tenté de le faire, sans succès, lors de la conférence de *Bretton Woods* en 1944, où il dirigeait la délégation britannique. Enfin, Keynes estimait nécessaire en temps de chômage, d'accroître le pouvoir des « organes centraux ». Cependant, sur le plan philosophique et politique, Keynes est resté un libéral. Pour lui, l'économie de marché possède la capacité singulière, grâce à la division du travail, d'affecter chaque individu à la tâche pour laquelle il est le mieux qualifié. De plus, Keynes louait la capacité du marché à encourager l'individualisme, synonyme de liberté et de variété de l'existence. Pour Keynes, il ne faut pas supprimer le libre marché, mais le compléter par des institutions et des politiques permettant d'assurer le plein emploi. C'est un point qui le distingue radicalement de la tradition marxiste.

8. Intervention de l'Etat et effet multiplicateur

L'économie libérale n'est pas conçue comme dotée de processus spontanés d'ajustement des décisions individuelles. La coordination se fait par le moyen de la circulation monétaire, et le mode constitution « normal » de la société est la crise, plutôt que l'équilibre. Il en résulte la nécessité d'améliorer son fonctionnement. Puisque le problème vient du caractère excessivement décentralisé du fonctionnement économique, la solution est donc à chercher dans une « recentralisation », sous la forme des interventions de politique économique de l'Etat, qui devront faire en sorte d'élever la demande effective, et par là le niveau d'emploi. Trois types de politique peuvent être envisagés:

- une politique monétaire dont l'objectif devra être de baisser suffisamment le taux de l'intérêt pour, à efficacité marginale du capital donnée, augmenter l'investissement et donc, via le multiplicateur, le revenu et l'emploi. Le principal obstacle à cette politique sera l'existence de conventions, quant à la valeur future du taux d'intérêt, qui pourront mettre en échec la volonté des autorités. Cela est d'autant plus vrai dans les périodes de crise où la confiance se dégrade (et donc la préférence pour la liquidité devient grande tandis que l'efficacité marginale du capital s'effondre);

- une politique budgétaire, qui agit directement sur la demande globale en augmentant l'investissement (public);
- une politique des revenus qui vise à accroître la propension à consommer de la communauté en opérant des transferts de revenus des catégories sociales dont le revenu est élevé (et la propension à consommer faible) vers celles dont le revenu est plus faible (et la propension à consommer élevée).

Mais, mise à part ces modalités d'intervention macroéconomiques visant à accroître le niveau d'activité et d'emploi, aucune intervention publique sur la répartition et l'allocation de ce niveau d'activité et de ce volume d'emploi n'est nécessaire, car cela, précisément, le système de l'économie de marché s'en acquitte parfaitement. Ce n'est donc pas une socialisation de l'activité économique que Keynes appelle de ses vœux, mais bien une intervention de l'Etat qui viennent compléter l'action du marché là où il est défaillant (dans la détermination d'un haut niveau d'activité et d'emploi), conjurer ainsi la crise, et au-delà garantir la pérennité des institutions de l'économie de marché.

Conclusion

Entre les années 30 et 70, ce sont les heures de gloire des idées de Keynes, notamment avec le New Deal (politique de travaux publics), puis le Front Populaire (politique sociale) et enfin les 30 glorieuses (politiques conjoncturelles et contracycliques). À partir des années 70, les idées de Keynes ont à long terme une portée ambiguë à cause des remises en cause directes et durables suite aux crises liées à la stagflation. Les politiques de relances sont inefficaces et les gouvernements prônent le retour à des politiques de rigueur. Les idées de Keynes ont donné lieu à des courants très contrastés car ils se sont de plus en plus éloignés des idées originales. On distingue 3 courants keynésiens : Les postkeynésiens : les orthodoxes qui prolongent les idées de Keynes et perpétuent son héritage (Robinson, Kaldor) ; les néo-keynésiens : ils cherchent une synthèse entre la macroéconomie keynésienne et la microéconomie néoclassique. C'est le fondement de la microéconomie de la macroéconomie keynésienne (Hicks, Samuelson) ; Les nouveaux Keynésiens : ils élaborent les fondements de la microéconomie et de la macroéconomie keynésienne en concurrence imparfaite.

Chapitre 09 : Le monétarisme

Introduction

Le monétarisme est un terme apparu à la fin des années 1960 pour qualifier un courant de pensée économique pour lequel l'action de l'État en matière monétaire est inutile voire nuisible. Le chef de file de ce courant, Milton Friedman, a cherché à réhabiliter la théorie quantitative de la monnaie contre le paradigme dominant de l'époque, le keynésianisme, « ... la théorie monétariste se réduisant à remettre à l'honneur la théorie quantitative de la monnaie qui se retrouve dans la courbe de Phillips et dans l'approche monétaire de la balance des paiements »¹. La politique Monétaire apparaît depuis quelques années comme un instrument essentiel de la politique économique. Nous allons reprendre, dans ce chapitre, les éléments qui distinguent le monétarisme du paradigme qui le précède.

1. Aperçu sur la théorie monétariste

Nous devons rappeler essentiellement que Friedman constate que toute augmentation de la monnaie en circulation est suivie d'une hausse des prix, après un certain délai, et montre des observations extrêmement convaincantes à ce sujet dans *Inflation et systèmes monétaires*. Il en découle que la théorie quantitative de la monnaie est vérifiée, et se trouve être par surcroît précisée : la hausse de la masse monétaire est la cause essentielle de l'inflation, qui devient ainsi un phénomène exclusivement monétaire. Ainsi, plusieurs points ressortent selon la théorie monétariste :

- l'offre de monnaie est exogène (déterminée par la banque centrale) ;
- la demande de monnaie est stable ;
- l'inflation est « partout et toujours un phénomène monétaire », due à l'augmentation trop rapide de la masse monétaire (moyens de paiement mis en circulation) ;
- les agents font des anticipations adaptatives qui diminuent à long terme l'effet des politiques conjoncturelles ;
- il existe un taux de chômage naturel en dessous duquel l'économie ne peut pas descendre durablement.

2. Taux de chômage naturel

La courbe de Phillips est une constatation empirique d'une corrélation entre le chômage et l'inflation à court terme uniquement. Le taux de chômage est en abscisse et l'inflation en ordonnée, cette courbe est monotone convexe décroissante. Friedman va modifier la lecture de cette courbe de la manière suivante : en augmentant la masse

¹ Bernier B., « La pensée économique contemporaine », Dunod, Paris, 2001, page 77.

monétaire, les autorités font croire aux travailleurs que leur salaire réel a augmenté, ce qui les conduit à augmenter leur offre de travail. À court terme on a donc une diminution du chômage, mais rapidement les travailleurs s'aperçoivent que les prix ont augmenté en même temps, ils diminuent donc leur offre de travail. Deux conséquences apparaissent :

- Premièrement, le niveau de chômage revient à son niveau « naturel », mais les prix ont augmenté. La courbe de Phillips se déplace donc « vers le haut » ;
- Deuxièmement, Friedman en déduit que la courbe de Phillips de long terme est une droite verticale avec comme abscisse le taux de chômage naturel, elle démontrerait alors l'inefficacité des politiques économiques sur le long terme.

3. Politique monétaire

M. Friedman préconise l'abandon des politiques monétaires discrétionnaires pour mettre en place des règles fixes. Il suggère d'inscrire dans la constitution un taux de croissance fixe pour la masse monétaire correspondant au taux de croissance moyen de la production à long terme (par exemple 5 %), les taux d'intérêt étant fixés par la loi de l'offre et de la demande. Si la croissance économique ralentit, l'offre de monnaie sera excédentaire et les taux d'intérêt diminueront, permettant une reprise de la croissance. Si la croissance accélère au-delà du rythme prévu (surchauffe), l'offre de monnaie sera insuffisante et les taux d'intérêt augmenteront, ce qui freinera la croissance. Ainsi les politiques conjoncturelles (politique de relance ou de rigueur) sont inutiles, et les risques d'inflation ou de récession sont éliminés.

4. L'analyse de la courbe de Phillips par de Friedman

Milton Friedman inverse le sens de la causalité pour expliquer cette courbe. Il y a d'abord une politique monétaire d'expansion qui a des effets inflationnistes et, partant, influence l'équilibre sur le marché du travail. Pour démontrer ceci, Friedman pose l'hypothèse d'une asymétrie de l'information entre offreurs et demandeurs de travail, les salariés sont victimes de l'illusion monétaire à court terme, pas les entrepreneurs. Il pose aussi l'existence d'anticipations adaptatives. À la suite d'une politique monétaire d'expansion l'équilibre du marché du travail est modifié par la baisse du salaire réel (le salaire réel est surestimé par les salariés, les entrepreneurs constatent sa baisse, la quantité demandée est plus grande, le taux de chômage plus faible). À court terme, un arbitrage est possible, la hausse de l'inflation est associée à une baisse du taux de chômage. Ceci correspond à un déplacement le long d'une courbe de Phillips associée à un niveau d'inflation anticipée.

Conclusion

Le monétarisme a été à son tour contesté par d'autres libéraux. Les nouveaux classiques se sont opposés à Friedman en défendant des hypothèses comportementales sensiblement différentes. Les monétaristes supposent des anticipations adaptatives, les agents s'adaptent en fonction de la situation présente. Ils peuvent être trompés par une politique économique qui sera alors efficace à court terme mais néfaste à long terme quand les agents se rendront compte de leurs erreurs. Pour les nouveaux classiques, les anticipations sont rationnelles. Les agents raisonnent en termes réels et ne peuvent être leurrés par une politique monétaire, qui sera donc inefficace à court terme comme à long terme.

Conclusion générale

En conclusion, après les précédents chapitres, qui ne peuvent suffire à cerner la pensée économique, nous tenons à rappeler quelques vérités sur cette discipline. Chaque science sociale étudie une sphère déterminée de la société. Et l'économie politique est une science sociale : elle étudie la sphère économique de la société, ce qui lui permet de mettre en évidence des lois, comme la loi de l'offre et de la demande. Les auteurs contemporains définissent l'économie politique comme étant la science sociale qui étudie les comportements humains devant des moyens rares sollicités par des fins multiples. Comme les besoins de l'homme sont illimités devant des moyens de plus en plus rares (la croissance démographique, les crises de productions, etc.) l'économiste cherchera toujours à expliquer les phénomènes de son temps et il ne pourra jamais trouver des réponses définitives d'où la complexité de son travail devant ses collègues physiciens et biologistes. La pensée en économie se heurte à l'impossibilité de proposer des solutions définitives aux problèmes de l'homme puisque le comportement humain est variable d'une minute à l'autre. Cette réalité met de trop de pression sur les économistes en les accusant de charlatans, d'être moutonniers, de répéter en boucles les mêmes discours. Or, il ne faut jamais oublier que l'économie n'est pas comparable à la physique, à la biologie ou à la chimie qui, elles, répondent à des lois constantes. Il est plus facile d'envoyer un robot sur Mars puisque l'on peut calculer la position de la planète à chaque minute, que de prévoir avec précision la façon dont des consommateurs vont réagir à l'annonce d'une hausse des impôts ou d'une chute des cours de bourse. Pourtant, l'économie est bien une « science » au sens où le philosophe Karl Popper l'entend. Ce qui fait l'homme de science, ce n'est pas la possession de connaissances ou d'irréfutables vérités mais « la quête obstinée et audacieusement critique de la vérité ». Oui, les théories économiques ont été très largement critiquées et réévaluées depuis plusieurs siècles. Elles n'ont cessé de s'améliorer, accroissant nos savoirs chaque jour. L'économie est par-dessus-tout une science « humaine ». Or, la psychologie et le comportement de millions d'individus sont autrement plus complexes à saisir que le mouvement d'une planète ou le résultat d'un exercice de géométrie. « *La psychologie est évidemment à la base de l'économie politique et, en général, de toutes les sciences sociales* »¹. Il faut l'accepter, les travaux des économistes seront toujours approximatifs, imprécis, circonstanciés et valables sous certaines conditions. Devant ces vérités, nous devons accepter que l'histoire de la pensée

¹ Pareto V. Op.cit. Page 40.

économique soit faite de débats interminables. Le débat public est lui-même saturé d'informations économiques. Pas un jour sans que nous entendions parler dans les médias ou dans les discours politiques d'endettement national, de déficits budgétaires, d'impôts, de TVA, de salaire minimum, d'allègements de charges, d'inflation, d'investissement, de taux de chômage ou de faillites d'entreprises. Ce polycopié, destiné aux étudiants, ne saurait retracer avec précision et vérité absolue l'histoire de toutes les pensées vouées à l'économie puisque leurs racines remontent aux civilisations préhistoriques. Toutefois, c'est un document indispensable pour avoir des repères historiques précis sur la maturation de cette discipline.

Bibliographie

- Bernier. B., (2001). *La pensée économique contemporaine*. Dunod, Paris.
- Blancheton, B., (2009). *Sciences économiques*. Dunod, Paris.
- Brenner, R., *Feudalism*, In J. Eatwell, M., Murray et Newman P., (dir.), (1990). *Marxian Economies*, New York, W.W. Norton & Company.
- Dostaler, G., (1983). Transition et pensée économique dans l'histoire. *Cahiers de recherche sociologique, 1*, pp. 19-35.
- Dufour Frédéric-Guillaume (2008). Les débats sur la transition au capitalisme : une défense de l'approche qualitative. *Cahiers de recherche sociologique, (45)*, pp. 73-91.
- Helmer E., (2016). Réévaluer la réflexion grecque sur l'économie : de la science économique à la philosophie de l'économie, *Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales*, pp. 185-207.
- Jacquemin, A., Tulkens, H., Mercier, P., (1992). *Fondements d'économie politique*. 3^{ème} Edition, ECONOMIQUES, De Boeck Université.
- Jurion, B., (2013). *L'économie politique*. De Boeck Supérieur.
- Kheladi, M., (2004). *Introduction à l'économie politique*. Office des publications universitaires, Alger, 2004.
- Marx, K., (1909). *Contribution à la critique de l'économie politique*. V. GIARD & E. BRIERE LIBRAIRES EDITEURS, Paris.
- Montesquieu, (1971). *De l'esprit des lois. Nouveaux classiques*. Larousse, Paris.
- Pareto, V., (1909). *Manuel d'économie politique*. V. GIARD & E. BRIERE LIBRAIRES EDITEURS, Paris.
- Pavoine, J., (1993). *Histoire de la Science économique*. Ellipses Edition Marketing, Paris.
- Anderson. P., (1977). *Les passages de l'Antiquité au féodalisme*. Paris, François Maspero.
- Poulalion., G., (1995). *Histoire de la pensée économique : des origines à nos jours*. L'HERMES.
- Roux, V., (2012). *Grands problèmes économiques. Introduction générale à l'économie*. Ellipses Edition Marketing S.A., Paris.
- Samuelson, A., (1993). *Les grands courants de la pensée économique. Concepts de base et questions essentielles*. Office des publications universitaires, Alger.
- Samuelson, P-A., (1972). *L'économie*. Tome 1. Armand Colin, Paris.

Table des matières

Introduction générale	P01
Chapitre 01 : Statut et objet de la science économique	P03
Introduction	P03
1. Définition de la science économique	P04
2. Objet de la science économique	P04
2.1. L'économie politique comme science de la richesse dans la période classique ...	P05
2.2. L'économie comme science des choix efficaces	P05
2.2.1. Besoins et moyens	P06
2.2.2. La rareté	P06
2.3. La formation des grandeurs économiques comme objet de l'économie	P07
3. La méthode en sciences économiques	P07
3.1. La microéconomie	P08
3.2. La macroéconomie	P08
4. Histoire de la pensée économique	P08
Conclusion	P09
Chapitre 02 : La pensée économique de l'antiquité au moyen-âge	P11
Introduction	P11
1. La pensée économique de l'antiquité grecque	P11
1.1. L'œuvre de Thalès	P12
1.2. L'œuvre de Xénophon.....	P12
1.3. L'œuvre de Platon	P13
1.4. L'œuvre d'Aristote	P14
2. La pensée économique à l'époque médiévale	P15
2.1. Les idées économiques de Saint Thomas d'Aquin.....	P15
1.2. L'économie féodale	P16
1.3. La pensée économique orientale	P17
Conclusion	P17
Chapitre 03 : Les mercantilistes : « L'économie au service du Prince »	P18
Introduction	P18
1. Le contexte historique	P19
2. Définition	P20
3. Les éléments fondateurs du Mercantilisme	P20
4. Les différentes variantes du mercantilisme	P21
4.1. Le Bullionisme espagnol	P21
4.2. Le mercantilisme Industrialiste français (le Colbertisme)	P22
4.3. Le commercialisme britannique	P22
4.4. Le Mercantilisme allemand (Caméralisme)	P23
Conclusion	P23
Chapitre 04 : L'école physiocratique	P25
Introduction	P25
1. Le contexte historique	P25
2. L'agriculture et la liberté économique	P26
3. Le tableau économique	P27
Conclusion	P28
Chapitre 05 : L'école classique	P29
Introduction	P29
1. Les postulats de l'école classique	P29

1.1. L'individualisme des agents économiques	P29
1.2. L'affirmation de la liberté économique	P30
1.3. La permanence de l'équilibre économique	P30
2. Classiques optimistes et classiques pessimistes	P30
2.1. L'optimisme chez Smith et Say	P30
2.1.1. La main invisible	P30
2.1.2. La division du travail chez Smith	P31
2.1.3. La loi des débouchés de Say	P32
2.2. Le pessimisme chez Ricardo et Malthus	P32
2.2.1. La loi de la population de Malthus	P32
2.2.2. L'état stationnaire chez Ricardo	P33
2.2.3. Le libre-échange chez Ricardo	P34
3. La théorie de la valeur chez les classiques	P35
3.1. La valeur chez Smith	P35
3.2. La valeur chez Ricardo	P36
3.3. La valeur chez Say	P36
4. Le rôle de l'Etat chez les classiques	P36
Conclusion	P37
Chapitre 06 : Marx le dernier des classiques	P38
Introduction	P38
1. Le matérialisme historique et la lutte des classes	P38
2. La théorie de la valeur chez Marx	P39
3. La plus-value	P41
4. Les contradictions internes du capitalisme	P41
4.1. L'accumulation du capital	P41
4.2. La baisse tendancielle du taux de profit	P42
Conclusion	P42
Chapitre 07 : L'école Néoclassique	P44
Introduction	P44
1. Le marginalisme : un changement de paradigme	P44
1.1. La rupture épistémologique	P44
1.2. L'individualisme méthodologique	P45
1.3. Une analyse dichotomique	P45
1.4. L'analyse marginaliste	P45
2. L'équilibre Partiel et l'équilibre général	P47
3. L'équilibre de marché est un optimum de Pareto	P48
4. Les défaillances de marché	P48
Conclusion	P48
Chapitre 08 : Le courant keynésien (le Keynésianisme)	P50
Introduction	P50
1. Le raisonnement macroéconomique	P50
2. La révolution keynésienne	P51
3. Demande effective et marché du travail	P52
4. La consommation, une variable macroéconomique	P53
5. Le rôle de l'incertitude et des anticipations	P53
6. Thésaurisation et utilisation de l'épargne des ménages	P54
7. L'intervention de l'Etat	P55
8. Intervention de l'Etat et effet multiplicateur	P55
Conclusion	P56
Chapitre 09 : Le monétarisme	P57

Introduction	P57
1. Aperçu sur la théorie monétariste	P57
2. Taux de chômage naturel	P57
3. Politique monétaire	P58
4. L'analyse de la courbe de Phillips par de Friedman	P58
Conclusion	P59
Conclusion générale	P60
Bibliographie	P62
Table des matières	P63